

FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE



© DR



© DR

CONSEIL NATIONAL

COMPTE RENDU DES TRAVAUX

5 et 6 JUILLET 2023



KLÉSIA

Pro

SOCIAL

VOUS INFORMER SUR LA PROTECTION SOCIALE

En tant qu'**employeur, délégué syndical d'entreprise** ou **partenaire social de branche**, vous négociez et pilotez un contrat de complémentaire santé ou de prévoyance.

Vous souhaitez mieux comprendre l'environnement et l'actualité de la protection sociale, les initiatives prises en matière d'action sociale et de prévention de la part de KLESIA et ses partenaires. Vous voulez retrouver facilement la façon dont la santé et la prévoyance se déclinent dans votre branche ? Avec **KLESIA Pro Social** c'est dorénavant possible.

KLESIA Pro Social, c'est quoi ?

C'est une application mobile reliée à un site internet qui réunit **une veille réglementaire, des fiches techniques** afin de retrouver et partager facilement les notions de base, un **espace dédié aux adhérents des fédérations patronales et syndicales de chaque branche** dont KLESIA est partenaire.

Comment y accéder ?

- Vous pouvez **télécharger l'application** à partir d'un smartphone Apple ou Android.
- Vous pouvez également **consulter le contenu de l'application** et effectuer vos démarches d'accréditation de l'espace dédié aux branches **à partir du site internet suivant : <https://www.klesiaprosocial.fr/>**

Pour accéder à l'espace branches, cliquez sur celle qui vous intéresse, inscrivez-vous en remplissant le formulaire proposé en précisant le nom de votre entreprise, la fédération patronale ou syndicale dont vous dépendez et la branche à laquelle vous souhaitez accéder. Vous recevrez un mail dès que nous aurons effectué votre accréditation.

3-000.114/22 - PHOTO GETTYIMAGES

**Télécharger dès à présent
l'application via**

Pour Apple



Pour Android



- Prenez le QR Code en photo avec votre smartphone
- Pensez à installer une application de lecture des QR Code au besoin
- Et en cas de difficulté, n'hésitez pas à contacter l'assistance KPS à l'adresse suivante : assistance.KPS@klesia.fr



ACTUALITÉS

Miguel Salles

Membre du Bureau Fédéral

Ce Conseil National se tient à la veille de congés d'été bien mérités. Nous avons tous hâte de prendre un peu de repos, entourés de nos familles, pour revenir en forme avec la détermination qui nous caractérise.

Cela a déjà été dit, mais je salue de nouveau la présence exceptionnelle des camarades qui ont été mandatés au 53^{ème} congrès confédéral. Ils pourront nous faire part de leurs expériences sur cette semaine passée à Clermont-Ferrand lors du débat sur le 53^{ème} présenté par Guillaume Irasque.

Depuis le dernier Conseil National, bien des choses se sont passées. Je vous propose de revenir sur quelques temps forts et je compte sur vous, dans vos interventions, pour apporter votre réflexion politique afin de partager votre analyse qui servira à

l'activité fédérale de la rentrée de septembre.

Avant de passer à l'actualité internationale, permettez-moi tout d'abord de revenir sur les émeutes qui secouent le pays suite à la mort d'un jeune homme de 17 ans exécuté par un policier pour un « *refus d'obtempérer* ». Encore une fois, si les faits n'avaient pas été filmés, ce drame serait passé inaperçu et apparaîtrait comme un fait issu du commerce de la drogue dans les quartiers difficiles de nos villes. La mort tragique de Nahel dépasse le seul cadre des violences policières. Elle est liée aux injustices et discriminations qui sont subies par une partie de la population au quotidien. Les politiques d'aujourd'hui et du passé ont une grande responsabilité dans la situation actuelle. Je vous invite à lire la tribune dont la CGT est signataire, qui alerte sur ces dérives et propose des solutions envers nos jeunes

générations. Les appels à la guerre issus du communiqué honteux du syndicat Alliance Police Nationale et Unsa Police (d'ailleurs, comment peut-on appeler ça

« *des syndicats* » ?) ou les interventions de Ciotti ou Bardella qui surfent sur l'actualité pour porter leurs idées empreintes de haine et d'exclusion, ne sont évidemment pas la solution et les politiques qu'il faut mener. Au contraire, il nous faut renforcer l'idée du « *tous ensemble* » et apporter des solutions politiques de fond pour garantir une vie meilleure à l'ensemble des citoyens de notre pays.

Je vous propose de faire un point sur l'actualité internationale de ces derniers mois.

Comment ne pas commencer par cette guerre en Ukraine qui dure et continue d'être la plus grande menace pour la paix en Europe depuis la

seconde guerre mondiale ? Comme toutes les guerres, celle-ci n'échappe pas à la folie meurtrière qui guide les deux camps et apporte son triste bilan de victimes de part et d'autre. On en serait à près de 300 000 morts. Ce conflit qui perdure et apporte son lot de commentaires entre les pro-Ukrainiens et les pro-Russes n'est pas pour déplaire à tout le monde.

Nous avons observé durant ce premier semestre, un développement inquiétant de l'armement dans plusieurs pays d'Europe. En France, la nouvelle loi de programmation militaire prévoit 413 milliards d'euros de dépenses pour la période 2024-2030. L'objectif affiché de la part de notre président: « *avoir une guerre d'avance* ». Il est vrai que les industriels français de l'armement se frottent les mains car cela vient agrémenter de fortes hausses des carnets de

commandes. La Fédération a organisé un débat sur « *paix et désarmement* » lors d'un de nos CEF pour poursuivre ces réflexions. Quand on sait que la France est le second vendeur d'armes au monde, faire reculer le commerce de la guerre chez nous serait déjà un point d'appui pour la paix dans le monde. Comment cela peut-il être débattu dans nos syndicats et plus particulièrement dans les entreprises de cette filière ?

La question n'est pas de culpabiliser les camarades de ces entreprises, mais au contraire de porter un débat qui met en avant nos valeurs de paix. Malheureusement ce n'est pas l'orientation prise par les pays en Europe, avec l'augmentation des budgets militaires. Cette idée curieuse d'être de plus en plus armés gagne sur celle d'une paix durable construite autour de la diplomatie pour régler les tensions entre les dirigeants des pays du monde.

D'autres conflits dans le monde sont parfois oubliés. En 8 ans de guerre au Yémen, il est à déplorer près de 400 000 morts. Les violences armées secouent également la république démocratique du Congo, le Burkina-Faso, le Mali, le Niger, le sud Soudan, l'Afghanistan, etc...

Au Moyen Orient, ce sont les droits des Palestiniens à un état viable qui sont massacrés par Israël, avec une répression de plus en plus brutale du nouveau gouvernement d'extrême-droite. 230 palestiniens ont été tués en 2022 et déjà 161 depuis le début de l'année. Les

projets de loi se multiplient, dont la réforme de la justice, pour étouffer un peu plus les libertés publiques et faciliter l'occupation et la répression du peuple palestinien.

Que penser des menaces du conflit qui se prépare en Asie/Pacifique ? La Chine, qui s'autorise à des manœuvres militaires de grande ampleur à proximité de Taïwan, fait monter d'un cran la température et annonce ce que pourrait être l'avenir : un affrontement direct entre les deux plus grandes puissances mondiales.

Comme vous pouvez l'observer, la stabilité du monde est fragile. Il nous faut porter partout notre message de paix et de désarmement qui est la seule garantie à une vie meilleure.

Pour terminer sur une note positive de ce petit tour d'actualité internationale, je ne pouvais pas ne pas citer l'élection présidentielle du Brésil en ce début d'année, où l'extrême droite a été chassée du pouvoir par le retour de Lula à la présidence du Brésil. Contrairement à la Turquie qui a renouvelé le mandat d'Erdogan et sa politique nationaliste autoritaire.

Concernant l'actualité nationale, durant ce premier semestre en France, les actions sur les retraites auront marqué notre début d'année. Après six mois de luttes intenses, le peuple de France aura vu le « *roi* » de la République employer tous les leviers à sa disposition pour empêcher la remise en cause de sa réforme des retraites. Dans la rue, à partir du 19

janvier 2023, s'enchaîneront 14 rassemblements nationaux avec près d'un million de participants au minimum et plus de trois millions à son maximum. A cela, s'ajouteront des appels à la grève dans de nombreuses entreprises de la métallurgie hors journées nationales. Malgré cela, la loi est passée, mais à quel prix ! Le gouvernement a dû faire usage de tous les coups de force et combines institutionnelles pour refuser le vote et l'expression du peuple ! Cela lui a valu des critiques de partout, y compris au niveau du Conseil de l'Europe concernant les défauts de démocratie en France. Effectivement, c'est un comportement digne d'un régime totalitaire ! Pour reprendre les termes de Sophie Binet, qui a très bien résumé la situation: « *Lorsqu'un pouvoir est minoritaire dans l'opinion ou dans le pays, le dernier repli, c'est l'autoritarisme. C'est la marque d'un pouvoir radical qui a franchi toutes les lignes rouges démocratiques : vis-à-vis du Parlement et de la*

population. C'est irresponsable et dangereux pour l'avenir de notre démocratie! Imaginons un instant, un gouvernement d'extrême droite qui arriverait au pouvoir, il aura beau jeu de dire que tout cela n'est pas inédit.

Certains d'entre nous pourraient être une nouvelle fois déçus et se dire :

« *encore une défaite qui nous fait reculer!* ». Oui, mais ! Regardons un instant dans notre rétroviseur et mesurons le parcours accompli ces derniers mois. L'épisode des « *gilets jaunes* » avait plutôt entaché l'image des organisations syndicales, dont la nôtre, et leur capacité à se rassembler pour répondre aux revendications du monde du travail. Le rejet massif de cette loi depuis le début nous a permis de gagner la bataille des idées; d'ailleurs aujourd'hui, encore 65 % des salariés estiment que le combat doit se poursuivre, notamment autour des organisations syndicales. Avons-nous perdu pour autant ? Non je ne le pense pas. Les OS sortent plutôt gagnantes de





ce mouvement, notamment sur les adhésions que notre confédération annonce, plus de 35 000 adhésions et déjà plus de 2 300 adhésions dans notre fédération, soit plus du double de date à date! D'ailleurs un courrier de bienvenue de la part de notre secrétaire général leur a été envoyé, annonçant pour 2 300 adhérents un abonnement pour un an à la NVO afin de les inciter à lire CGT, et cela jusqu'au prochain congrès de notre fédération qui se déroulera à Strasbourg du 2 au 6 juin 2025.

Pour avoir participé à plusieurs assemblées dans la période, l'état d'esprit des militants est plutôt positif et confiant ! Néanmoins, il nous faut admettre que trop peu d'entreprises de la métallurgie ont réussi à ancrer l'action dans la durée sous forme de grève reconductible. D'ailleurs, l'absence d'expression du patronat de la métallurgie dans cette période vient confirmer cette situation. Comment,

collectivement, analysons-nous cette situation pour que demain nous puissions mieux ancrer nos luttes dans les entreprises?

Pour autant, la bataille ne doit pas s'arrêter là. Le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), publié dernièrement, montre que le système de dépenses est parfaitement sous contrôle, contrairement au discours catastrophique du gouvernement, celui-là même qui, par ses propos, entend culpabiliser les travailleurs et, plus largement, la population. Sans rentrer dans les détails, les enseignements du rapport démontrent, s'il fallait encore s'en convaincre, que leur contre-réforme des retraites n'a non seulement rien de nécessaire mais fait prendre un chemin inverse à celui qu'il faudrait emprunter pour conserver notre régime par répartition.

L'analyse détaillée pointe également les très bons comptes de l'Agirc-Arrco :

de très bon augure avant les négociations très prochaines du régime complémentaire, au cours desquelles la CGT défendra une forte amélioration des pensions. Pour revenir sur les luttes, celles des salaires dans les entreprises auront été nombreuses et très souvent victorieuses quand les salariés s'en sont emparés. Je citerai quelques exemples de luttes gagnantes qui auront permis d'atteindre les revendications des salariés ou de s'en approcher : Aubert & Duval, CMD (59), Assa Abloy France, John Deere, Roto France, etc. vous viendrez sans doute compléter cette liste d'entreprises qui est évidemment bien plus longue et mérite qu'elles soient citées dans vos interventions.

D'autres luttes dans la période sont victorieuses : un exemple intéressant est la réintégration d'un militant CGT de Renault Retail Group à Villenave-d'Ornon mis à pied depuis deux mois, pour qui l'inspection du travail à retoqué le licenciement pourtant porté par l'employeur et FO, afin de faire barrage à la CGT.

L'actualité dans nos industries met en évidence notre fragilité, due en particulier à notre trop grande dépendance industrielle vis-à-vis des pays dans lesquels les grandes entreprises ont massivement délocalisé leur production, dans le seul but d'améliorer les profits. Simultanément, les salariés du secteur industriel sont confrontés à des plans de licenciements et des fermetures de sites. Ce sont des pans entiers de

notre système productif qui disparaissent. Les augmentations des prix de l'énergie ont aussi généré de nombreuses difficultés pour les entreprises, perturbant ainsi toutes les chaînes de production. Les conséquences pour les travailleuses et travailleurs sont dramatiques: chômage partiel et près de 300 PSE.

Il est grand temps de prendre la question à bras le corps et de relocaliser des productions, afin de créer les conditions de la réindustrialisation dont notre pays a besoin, redresser l'économie et garantir notre indépendance, en particulier dans les secteurs stratégiques. Les enjeux sociaux et environnementaux, étroitement imbriqués, nous imposent de produire et de consommer autrement. Cela implique de développer une véritable économie circulaire, avec des filières industrielles qui prennent en compte le cycle de vie complet des produits, de l'éco conception au démantèlement et au recyclage, afin de valoriser la matière, de relocaliser des productions pour rapprocher les lieux de production des lieux de consommation; fabriquer des produits durables, réparables, et qui répondent aux besoins des citoyens.

Cela implique aussi de mobiliser des financements pour la modernisation de l'appareil industriel, la formation et qualification ainsi que la recherche, qui jouent un rôle central dans la réponse aux défis posés. Ces financements doivent toutefois être soumis à des engagements, à un contrôle

et à un suivi. C'est un nouveau modèle industriel qui se développe, totalement imbriqué avec les services, avec l'apport des technologies du numérique. L'humain doit y occuper une place centrale, sur les choix d'orientations stratégiques, permettant une élévation des qualifications pour toutes et tous, grâce à la prise en compte des savoirs et des savoir-faire, ainsi qu'une priorité donnée à la formation initiale et continue. A ce sujet, les fédérations FNME, FNIC, Verre et Céramique et la FTM ont organisé des Assises de la formation professionnelle les 28 et 29 juin, qui ont réuni une soixantaine de camarades.

Cette transformation doit se faire en anticipant les évolutions à venir. Mais l'industrie de notre futur ne se fera pas en tirant un trait sur l'existant qui appartiendrait soi-disant au passé. Conforter nos filières industrielles dans la sidérurgie, l'automobile, l'énergie, les biens d'équipement, l'électronique, etc., et en développer de nouvelles, permettrait de créer des emplois stables, décents, bien rémunérés. Repartir du travail, redonner de la liberté, viser l'émancipation, retrouver un sens commun, grâce à un projet collectif partagé, permettrait de sortir le pays de l'ornière et participerait, de fait, à l'amélioration du financement du système actuel de retraites solidaire, intergénérationnel, prenant en compte les aspirations des citoyens et l'évolution de la vie et du travail. Sur les questions environnementales, face aux

différents choix opérés, les délocalisations de production amènent nécessairement des coûts environnementaux liés aux transports et aux normes environnementales qui sont appliquées dans ces pays. On est loin de la logique de relocalisation des activités stratégiques telles que prônée dans le discours du Président de la République.

La CGT propose d'engager une véritable politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux, avec un développement de filières et d'emplois, assurant le devenir des générations futures. Toutes nos filières industrielles sont concernées par ces questions. Nos collectifs de filières, en lien avec le collectif Industrie, travaillent activement sur ces questions, notamment sur les filières automobile, sidérurgie et de l'électronique.

La FTM-CGT s'est réjouie de l'organisation du Forum de l'automobile et remercie les syndicats, les fédérations CGT de l'industrie, les chercheurs et les différentes associations dont Greenpeace et Réseau Action Climat, qui ont notamment participé activement à la préparation de cette journée. Cela a permis d'avoir de riches débats. Cette initiative doit être une rampe de lancement vers d'autres initiatives. La FTM invite aussi les syndicats à participer à la journée d'étude du 6 septembre à Montreuil sur la question de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Le jeudi matin de notre CN aura pour thème : « *Face aux enjeux environnementaux,*

le développement de l'industrie, une réponse nécessaire. Quelles perspectives pour nos syndicats et la Fédération » sera l'occasion d'avoir des débats de fond sur tous ces enjeux industriels. La formation CGT doit être un élément essentiel du développement de la CGT dans nos syndicats. Pour cela, le collectif « Formation Syndicale » de la Fédération œuvre à mettre en place ces outils essentiels à l'épanouissement du militant. Depuis plusieurs mois, la Fédération alerte sur les effets néfastes des formations communes organisées, voire imposées par le patronat. Ces formations sont proposées aux élus sans étiquette et à ceux de toutes les organisations syndicales confondues, soi-disant pour « *l'amélioration du dialogue social* ».

Force est de constater que plus de 60 % des élus CGT tombent aussi dans le piège du patronat. Comment

pouvons-nous avoir un vocabulaire commun quand tout nous oppose ?

Toutes nos formations syndicales sont construites sur la base de notre démarche démocratique. L'élu CGT a pour objet d'assurer une expression collective des salariés, permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, mais aussi à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production, notamment au regard des conséquences environnementales de ces décisions. C'est dans ce sens qu'est structurée la formation fédérale Eco/CSE.

Nous sommes en pleine période électorale et si nous ne voulons pas que nos camarades soient formés par le patronat, nous devons proposer à tous nos militants et nos élus une formation CGT,



« s'équiper pour agir » mais cela ne se fera pas sans l'aide des territoires. Nous devons nous organiser pour recenser tous nos formateurs en territoires, afin de pouvoir proposer aux élus CGT des formations dans les USTM. La décentralisation est un enjeu capital pour l'avenir de nos élus. Le secteur Vie syndicale, avec le collectif Formation Syndicale, viendra en aide aux camarades des USTM en proposant ces formations institutionnelles dans leur plan de formation. Un élu CGT, c'est un élu formé CGT. Faire le lien entre élu bien formé et le résultat aux élections, il n'y a qu'un pas. La Fédération, à travers son collectif Elections professionnelles, recense dans la période de très bons résultats électoraux. De nombreuses entreprises et groupes n'ont pas encore eu leurs élections professionnelles et certains les ont même reportées à 2024. Pour autant, la CGT progresse et réalise de nombreuses implantations dans les entreprises de la métallurgie.

Je n'en citerai que quelques-unes pour confirmer mes propos : Alstom Belfort, où la CGT progresse de 12% et passe à 45% de représentativité ; Thales Seso (13), où elle progresse de 17% et passe à 49% de représentativité ; Wilo Laval, où elle passe de moins de 10% à 30% ; SMST Montbard, où elle passe de 36% à 62% ; Guy Degrenne, où elle monte à 86% de représentativité ; Dassault Aviation, où elle passe de 17% à près de 21% ; et pour finir sur ces quelques exemples, Renault Trucks, chez mon



camarade Greg Khiati, elle passe à 35,36% soit près de 8 points de plus. Bravo à tous ces militants qui ont œuvré à faire monter la CGT !

Est-ce que cela sera suffisant pour regagner notre première place au niveau national ? On verra mais les signes sont plutôt positifs pour notre Fédération. Pour autant, il est demandé pour chaque élection d'entreprise de faire remonter les Cerfa électoraux au collectif Elections professionnelles qui a en charge de vérifier qu'ils sont bien remplis et surtout qu'ils sont bien enregistrés. L'Union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens a tenu son conseil national le 7 juin. Bien entendu, l'ensemble des sujets de la Fédération y ont été traités sous l'angle de la spécificité. L'arrivée de Sophie Binet à la tête de la CGT a

particulièrement donné des résultats positifs en termes d'adhésions des ICT : notre fédération enregistre plus de 500 adhésions en 2023. Alors mes camarades, n'hésitez pas à solliciter notre Ufict. Les camarades sont là pour vous apporter l'aide dont vous auriez besoin pour gagner notre implantation dans les 2ème et 3ème collèges. Notre Union fédérale des retraités est dans la phase active de la préparation de son 13ème congrès, qui devait initialement se tenir du 3 au 7 avril 2023 aux Sept-Laux en Isère. La décision a été prise de le reporter car le mouvement social qui était en cours engendrait pour certains délégués des problèmes éventuels de transport (train, essence...) et la mobilisation nationale du jeudi 6 avril soulevait une inconnue quant à la participation souhaitée des camarades de la région

Aura à notre initiative du 40ème anniversaire de l'UFR. Le congrès de l'UFR se tiendra donc du 2 au 6 octobre 2023 à Ramatuelle, dans le Var. L'UFR voulant faire de son congrès l'affaire des syndiqués, un congrès ancré dans la vie des retraités et le développement des luttes revendicatives, la question de la participation des retraités des sections est évidemment primordiale. Cependant, l'organisation s'avère difficile après ces années de pandémie Covid 19 qui ont très fortement impacté le fonctionnement des sections de l'UFR. De surcroît, l'UFR se heurte notamment à la méconnaissance des coordonnées des secrétaires et des trésoriers des sections (adresses et numéros de téléphone).

L'actualité des derniers mois de 2022 et du premier

semestre 2023 a été dense : inflation, pouvoir d'achat, sécurité sociale, Agirc-Arrco et la réforme des retraites que les retraités combattent aux côtés des actifs, car ils ont bien conscience qu'ils pourraient eux aussi être touchés. Les retraités subissent une dégradation de leur pouvoir d'achat qui perdure depuis plus de trente ans avec une aggravation notable depuis 2008. Les enjeux et les défis qui sont posés aux retraités avec la perte d'autonomie, la sécurité sociale, la santé, le pouvoir d'achat et les dossiers Agirc-Arrco élaborés à partir de l'UFR et repris par l'UCR-CGT, démontrent l'utilité du syndicalisme retraité (13,2 millions de retraités du privé sont concernés par l'Agirc-Arrco). C'est pourquoi, le renforcement de notre UFR et de la CGT sont et seront au cœur du 13ème congrès de l'UFR.

L'UFR a adressé le document préparatoire, celui relatif à la désignation des délégués et des candidatures au futur Conseil national, à chaque syndiqué abonné à Vie Nouvelle. Cela signifie qu'une partie de ses syndiqués n'est malheureusement pas en possession de ces documents. Cela est dommageable car ces trois documents doivent être le support des débats dans toutes les sections lors des assemblées des syndiqués de rentrée. Pour celles et ceux qui ne sont pas abonnés à Vie Nouvelle et dont l'UFR ignore l'adresse postale, ces documents doivent être adressés aux USTM. Il conviendra qu'elles fassent le relais en les répartissant dans les sections

de leur département ainsi qu'aux syndiqués isolés. Le but est de ventiler au maximum pour que chaque syndiqué ait connaissance de l'organisation de ce congrès. Tous les documents relatifs au congrès se trouvent d'ores et déjà sur le site de la Fédération, rubrique «Retraités UFR», onglet «13ème congrès de l'UFR».

Ce congrès doit être l'affaire de toute la Fédération et donc conjointement celle des retraités et des actifs.

La rentrée va s'annoncer très mouvementée ! La mise en application au 1er janvier 2024 de la nouvelle convention collective et de sa classification va perturber l'ensemble des salariés de la métallurgie. Les nombreuses journées d'étude sur les classifications déjà dispensées et celles encore à venir doivent permettre de mieux appréhender cette transformation majeure sur les bulletins de paie de tous.

Déjà, certaines entreprises ont dévoilé les nouvelles classifications à leurs salariés, comme dans le groupe Airbus par exemple. D'ailleurs, un salarié d'Airbus a obtenu l'augmentation de la cotation initialement attribuée à son emploi, en refusant de faire des tâches non décrites dans la fiche d'emploi présentée. Cette action a permis de faire réévaluer la cotation de quatre salariés du même emploi. Il nous faut partout échanger ces exemples pour gagner des cotations supérieures et réinscrire les notions de savoir et savoir faire dans les fiches d'emploi.

La direction fédérale a été consultée sur l'avenant à

la convention collective nationale qui est soumis à signature jusqu'au 11 juillet. Sans surprise, le CEF a rejeté cette signature à l'unanimité qui, de fait, nous aurait fait adhérer à l'accord de base de la CCN. De plus, d'autres arguments de la délégation sont sans appel :

- ▀ modification de la période transitoire pour les entreprises jusqu'à 250 salariés (150 salariés auparavant) – cela permet un délai supplémentaire pour appliquer les SMH de la CCN (pour rappel 90 % des entreprises de la métallurgie sont des PME/TPE) ;
- ▀ des mini SMH commençant à peine à 1800 €/base 35 heures avec un Smic à 1747,20 € qui risque d'être réévalué à l'automne, insuffisant pour la CGT.

La Fédération invite le Conseil National à débattre sur le plan de bataille pour la période à venir :

- ▀ multiplier les luttes d'entreprises sur les questions des salaires, de l'emploi, en lien avec l'exigence de ne pas partir à 64 ans ;
- ▀ affiner nos ciblages et nos plans de travail pour faire face au pic d'élections professionnelles qui aura lieu au deuxième semestre dans notre branche ;
- ▀ impulser et programmer dès maintenant des assemblées générales

de syndiqués dès la fin août et en profiter pour avoir un dispositif d'accueil et de formation des nouveaux arrivants ;

- ▀ préparer notre participation à l'initiative du 21 septembre « journée internationale de la paix » ;
- ▀ construire la journée de mobilisation européenne contre l'austérité qui se déroulera en deux temps, le 13 octobre avec des mobilisations en territoires et le 13 décembre avec une manifestation à Bruxelles ;
- ▀ préparer la journée d'étude internationale sur l'égalité professionnelle qui se déroulera le 15 novembre.

Vous l'aurez observé, je ne suis pas intervenu sur notre vie syndicale, ni sur le 53ème congrès, qui seront des sujets abordés cet après-midi. Je suis sûr que vous viendrez apporter des éléments complémentaires à ce rapport et vous invite à vous inscrire dans le débat qui va suivre. Je vous remercie de votre écoute et permettez-moi mes camarades, au nom de la Fédération, de vous souhaiter en avance de bonnes vacances à tous.

Nicolas COHARD, Becton, USTM38

Nous avons gagné la bataille de l'opinion publique. Les trois-quarts de l'opinion publique ont en effet



durablement rejeté la réforme du gouvernement et soutenu la lutte. Nous avons démontré que les syndicats avaient encore une voix à porter dans le pays. Des dizaines de milliers de salariés ont redécouvert l'importance de se syndiquer, dont 30 000 à la CGT. Malgré cela, force est de constater que nous n'avons pas réussi à gagner cette bataille car nous n'avons pas réussi à obtenir la grève reconductible et à bloquer l'économie du pays, seul moyen aujourd'hui de gagner une lutte.

Je ne crois pas que cela soit à cause de la stratégie de l'intersyndicale, qui n'aurait pas appelé à la grève générale reconductible. Un appel a été lancé suite à la journée du 7 mars mais il n'y avait personne dans la rue les jours suivants. Le problème est donc beaucoup plus profond et s'explique par plusieurs raisons, d'abord par l'éclatement du salariat avec la multiplication de la sous-traitance, de l'externalisation, des contrats précaires et des PME où la présence syndicale est très faible. Même là où nous sommes présents et organisés, nous

n'avons pas réussi à gagner la reconduction de la grève. Lors des journées d'appel national, les salariés se sont mis en grève à titre individuel et non de manière organisée collectivement sur leur lieu de travail. Il y a eu très peu d'assemblées générales de salariés dans les entreprises et quand elles ont eu lieu, elles ont été très peu reconduites.

Les salariés comptent encore trop sur la manifestation comme seul moyen pour obtenir gain de cause. Pour une partie d'entre eux, le gouvernement est le responsable alors pourquoi pénaliser son patron par la grève ? Il y a aussi un phénomène de délégation, ce qui explique qu'une immense majorité de la population soit favorable à la lutte mais sans y participer. Enfin, une forme de fatalisme s'est instaurée suite à des décennies de défaites. Pour gagner les luttes futures, nous devons faire de la syndicalisation une priorité. Il faut organiser des campagnes de syndicalisation, s'implanter là où la CGT n'est pas présente et faire de la formation syndicale pour repolitiser nos adhérents et en faire

des militants. Dans les mois à venir, nous devrions tous prendre dans nos USTM et nos syndicats le temps d'analyser cette lutte pour en dresser un bilan collectivement et définir un plan de bataille.

En Isère, nous avons enregistré 173 nouvelles adhésions depuis le début de l'année. Dans mon entreprise, où nous sommes actuellement en grève sur les NAO, nous avons fait 21 nouveaux adhérents en trois jours sur les piquets de grève. Il est important de profiter de ces moments de rassemblement pour parler de syndicalisation et se renforcer.

Claudie MENARD, Conseiller fédéral

Je trouve que dans nos entreprises, nous avons un peu trop tendance à nous en remettre au juridique sans aller vers la lutte et l'expression revendicative. Les deux choses ne sont pourtant pas séparées. On gagne juridiquement quand on pose la question sur le plan revendicatif. Nous venons par exemple d'obtenir l'annulation d'un accord de performance collective, ce qui a surpris tout le monde. Deuxième aspect qui me préoccupe énormément aujourd'hui : les élections. Une multitude de protocoles préélectoraux sont « olé olé » et permettent aux patrons de faire de qu'ils veulent. Il faut donc se rappeler que la négociation d'un protocole électoral n'est pas un acte juridique mais politique. C'est des élections que dépendra la présence de la CGT dans les conseils des prud'hommes, au CESE,

au CESER. Alors comment être actifs pour gagner ces élections ? D'abord en formant nos camarades à la rédaction de protocoles d'accord préélectoraux.

Dernier problème que je rencontre aujourd'hui : l'information-consultation des comités d'entreprise est de plus en plus souvent de mauvaise qualité. Nous avons donc réfléchi à une formation qui permettrait à nos camarades de conduire les choses dans leur entreprise. Dans certaines entreprises, ce ne sont en effet plus les syndicalistes mais des experts qui mènent les négociations.

Nous ne pouvons plus continuer sur cette ligne. Il faut que nos militants se réapproprient l'activité syndicale, en particulier la construction revendicative avec les salariés, pour que ceux-ci se réapproprient la lutte et l'action revendicative.

Jacques BAUQUIER, retraité région Bourgogne Franche Comté

Pourquoi n'avons-nous pas fait plier le gouvernement malgré une telle mobilisation ? Pourtant, nous avons gagné : nous avons gagné la bataille des idées, réaffirmé la place du syndicalisme dans la société actuelle, mis en minorité le gouvernement qui n'a même pas pu faire voter son projet de loi, donné une dimension internationale à ce conflit et enregistré des milliers d'adhésions. En revanche, nous n'avons pas gagné le blocage de l'économie, ce dont nous devons tirer les enseignements. Cela nous renvoie d'abord à notre

capacité de mobilisation dans les entreprises. Cela nous rappelle ensuite que c'est le patronat qui gouverne le pays et que sans une majorité de progrès social à l'Assemblée nationale, nos luttes et nos propositions alternatives ne suffisent pas pour gagner.

Ce qui nous est proposé par la Confédération, notamment dans l'appel de la CCN d'aujourd'hui, c'est de réussir là où nous avons échoué, à partir des revendications dans les entreprises, en faisant le lien entre le particulier et le général. Les métallos devront également se mobiliser dès le 1er septembre sur la convention collective nationale. La question est de savoir comment nous appuyer sur ces six mois de lutte pour que tous les syndicats passent à l'offensive, sur des revendications correspondant réellement aux besoins et aux attentes des salariés. C'est ce que fait le syndicat d'Aperam, un syndicat bien organisé, qui compte beaucoup d'adhérents et peut instaurer un rapport de forces, mais ce n'est pas le cas

de la majorité de nos bases, ce qui nous renvoie à l'état de notre organisation, à la qualité de notre vie syndicale, à notre représentativité dans les entreprises et à la syndicalisation.

La CGT disait : « *il n'y a pas de conquête sociale sans conquérants !* ». Si nous voulons que ce slogan devienne réalité, nous devons nous mettre en reconquête – syndicale et électorale – très rapidement et pour ce faire, nous avons besoin d'une mobilisation générale de nos militants dans toutes les entreprises.

Jean-Marie LIRON, section des retraités SNO

Gerardmer (Vosges)

Concernant les retraités, nos syndicats doivent systématiquement proposer aux adhérents qui partent en retraite de poursuivre leur activité syndicale. Il faut leur faire savoir qu'ils ont le droit de continuer à combattre le système capitaliste.

Concernant le blocage économique du pays, nous faisons face à une idéologie – le capitalisme – très

forte. Malheureusement, nos militants ne sont pas suffisamment armés et n'ont pas relayé les appels lancés par la Fédération et la Confédération.

Sur la répression syndicale, il faut faire savoir haut et fort que le patronat est vengeur et mieux la combattre. Ainsi, notre camarade Amar Ladraa est convoqué à un entretien en vue d'une sanction. Partout où nos camarades sont menacés, nous ne devons pas laisser faire et aller au combat.

Thibaud DULOT, Saft France

Dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites, nous avons organisé dans notre entreprise des assemblées générales auxquelles ont participé de nombreux salariés, et qui ont abouti à des décisions allant jusqu'à quinze jours de grève reconductible. Nous nous sommes aussi aidés entre fédérations de la CGT, ce que nous avons tout intérêt à faire. En revanche, bon nombre de camarades ont subi une perte financière et aimeraient bien

bénéficier d'une aide.

Sur la nouvelle convention collective nationale de la métallurgie, nous avons organisé sur notre site de Poitiers une information syndicale à laquelle ont participé 200 salariés. Les salariés sont demandeurs d'informations et nous sommes là pour leur répondre. Nous avons aussi organisé une journée d'étude sur la convention collective nationale qui a réuni 70 syndiqués à Angoulême et j'invite tous les camarades à suivre une formation de ce type.

Gazi YILDIZ, DSC Ascométal

Nous avons certes enregistré de nouveaux adhérents mais combien en avons-nous perdu ? Dans notre entreprise, nous avons fait une vingtaine d'adhésions en 2023 mais nous en avons perdu autant suite à des départs en retraite. Je trouve que nos élus manquent de formation en matière de syndicalisation. Il y a des formations à faire dans ce domaine pour qu'ils aient tous les outils. Je trouve aussi qu'il faudrait s'orienter davantage vers des formations à la prise de parole, à la confiance en soi, etc. Nos managers suivent des formations de ce type et je ne vois pas pourquoi nous n'en suivrions pas non plus.

Zohair MESSAOUDI, SSTM MARSEILLE (13)

Je voulais vous donner un exemple de répression syndicale. En début d'année, mon employeur a sollicité un cabinet d'expertise pour mener une enquête sur moi, au motif que je harcèlerais mon directeur et ma DRH.



Une enquête a été faite, je n'en ai eu aucun retour mais ils ont été tous deux virés la semaine passée. Cela tient peut-être aux résultats de nos élections professionnelles : 92 % pour la CGT !

Pour le reste, arrêtons de parler de grève reconductible. Le 7 mars dernier, nous avons commencé une grève qui a duré 15 jours et hormis la Fédération de la métallurgie, personne, dans les autres fédérations, ne nous a aidés.

Eric GERAUD, Leroy-Sommer FLEAC (16)

Dans le cadre de mon mandat, je suis amené à me déplacer dans les entreprises de mon département et je constate que rien ne s'est passé sur la convention collective nationale dans les plus petites d'entre elles. Aucune négociation n'a eu lieu et les salariés ne sont absolument pas conscients de ce qui va leur arriver. Nous avons donc décidé d'organiser une, voire

deux journées de formation, et je partage l'idée que la formation est extrêmement importante.

J'ai assisté chez Naval Group à une réunion sur les heures d'information syndicale et nous nous sommes aperçus que les fiches d'emploi qui auraient dû leur être présentées en mai, le seront finalement en octobre, comme chez Schneider ou Leroy-Sommer. Nous craignons donc qu'elles soient uniformisées dans les plus grosses entreprises du département.

Nous avons bon espoir de monter de nouvelles bases dans deux entreprises du département où les salariés n'ont absolument pas entendu parler de la convention collective nationale.

Concernant la formation syndicale, il existe une formation baptisée « *renforcer la CGT* » qui permet de répondre à bon nombre des questions des salariés sur

l'intérêt de la syndicalisation.

Bettina WINTERSTEIN, Gaggenau LIPSHEIM (67)

En région Grand-Est, nous avons organisé des assemblées générales par bassins d'emplois et fait le même constat que tout le monde. Il faut garder cela en tête pour les prochaines luttes.

Le 30 juin, nous avons tenu une journée d'étude sur la convention collective nationale et constaté que certains militants étaient complètement perdus. Il serait bon de faire un point avec les formateurs pour relancer de nouvelles journées d'étude partout.

En ce moment, nous suivons une formation Eco/CSE décentralisée, organisée par le collectif Formation Syndicale de la région Grand Est, avec l'aide du collectif fédéral. Elle se passe très bien et nous espérons qu'il pourra y en avoir dans les autres territoires.

J'ai un souci avec la formation de nos nouveaux militants. Il est en effet très difficile de les inscrire à des formations de niveau 1 dans les UD et les UL. Comment faire ? Ne pourrions-nous pas trouver une solution pour avoir plus de places, voire pour les former nous-mêmes ?

Le 9 juin s'est tenue l'assemblée générale des jeunes à Nancy. Nous en avons retenu que nous organiserions des distributions de tracts devant les CFAI pour expliquer aux apprentis la nouvelle convention collective nationale et l'importance de se syndiquer à la CGT. Je me demande s'il serait possible

d'en faire de même à l'échelle nationale, tous ensemble et le même jour.

Enfin, j'aimerais que le CN apporte tout son soutien à Amar Ladraa, qui vit des moments très compliqués dans son entreprise actuellement.

Nadia SAHLI, ST Microelectronics CROLLES (38)

Il est vrai que nous avons perdu puisque la loi est passée, mais le combat ne s'arrête pas là. Après six mois de bataille, beaucoup ressentent une grande colère et un sentiment d'injustice. Je fais le parallèle avec ce qui se passe dans les quartiers populaires, où le sentiment d'injustice qui dure depuis des années pousse à ne plus croire aux institutions et je peux comprendre la colère qui s'y exprime, même si c'est de mauvaise manière. Nous avons aussi le sentiment que certaines des personnes qui se sont mobilisées pendant ces six mois voudraient tout casser.

En tant que syndicalistes, notre but n'est pas de tout casser et notre arme est l'arrêt de travail mais cela n'a pas été suffisant. Nous n'avons pas vu de grèves massives dans tous les secteurs après le 7 mars, comme nous l'aurions voulu. Je pense que si nous n'y sommes pas arrivés, c'est parce que nous n'avons pas fait l'analyse des luttes passées. Depuis 2010, nous ne gagnons rien et nous continuons comme avant alors que de son côté, le patronat mène une politique de répression très dure. Il faudrait que nous réfléchissions à notre stratégie syndicale car nous



ne nous sommes pas mis en situation de gagner.

Concernant la journée d'étude du 6 septembre sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), ce terme recouvre bien souvent des accords sur le handicap, l'égalité professionnelle, l'environnement mais que se cache-t-il derrière ? Que pouvons-nous en attendre ? Comment ne pas nous caler sur l'agenda du patron mais être revendicatifs sur cette question ? Le 6 septembre après-midi, un temps sera consacré aux classifications et comme elles seront déployées dans toutes les entreprises, nous aurons tout à gagner à être présents toute la journée.

Philippe VERBEKE, Arcelor Mittal Dunkerque (59)

Les 300 salariés de Valdunes, seul constructeur français de roues et d'essieux pour le secteur ferroviaire, sont en grande difficulté. Valdunes a été repris voilà dix ans par un groupe chinois qui est en train de se désengager. Avec la CGT, ils sont en lutte depuis plusieurs mois et nous mènerons une initiative sur le site de Valenciennes début septembre avec la Confédération. Nous mettons aussi la pression sur le gouvernement. Nous avons rencontré Roland Lescure, ainsi que le conseiller industriel d'Emmanuel Macron et Elisabeth Borne, à qui nous avons rappelé le rôle essentiel de Valdunes dans la chaîne de valeur de l'industrie ferroviaire.

Nous allons formuler des propositions alternatives pour la reprise de Valdunes. Nous réfléchissons par exemple à

un consortium avec la SNCF et la RATP. La question de la responsabilité de l'Etat est d'ailleurs posée, puisque la SNCF s'est désengagée de Valdunes pour passer commande à des fournisseurs étrangers. Nous sommes là sur un cas d'école de souveraineté industrielle sur des produits stratégiques, alors que paradoxalement, un plan de 100 milliards est annoncé pour le ferroviaire. Il faut défendre la spécificité de nos métiers et leur apport essentiel au pays, sans tomber dans le travers de l'opposition entre vieille et nouvelle industrie.

A propos des élections professionnelles, je peux vous annoncer une bonne nouvelle puisque sur les six sites d'Arcelor où ont été organisées des élections, la CGT a progressé partout.

Tony RIMBAUD, Airbus Atlantique SAINT NAZAIRE, USTM 44

Force est de constater que s'il y a eu du monde dans la rue lors des quatorze journées de mobilisation nationale, nous avons rencontré énormément de difficultés lorsque la CGT a voulu initier des mobilisations seule. Nous avons essayé de le faire sur le bassin de Saint-Nazaire mais les salariés ne nous ont pas suivis et ont fait grève par procuration, ce qui est dommage car nous avons de forts moyens de pression.

Un sujet important se développe dans les entreprises : les licenciements pour inaptitude. Avec l'allongement des carrières, nous risquons d'être de plus en plus souvent confrontés à cette situation. Cela nous

interpelle car en voulant soi-disant protéger le régime de retraite, le gouvernement va plomber la Sécurité sociale. A nous donc de nous emparer de tout cela.

Autre point : le renforcement de la CGT est hyper important. Depuis le début de l'année, le nombre de syndiqués a augmenté et il faut continuer. Dans notre département, nous avons monté une formation action/renforcement électoral et partout où nous l'avons dispensée, les résultats ont été positifs. Nous avons aussi réussi à créer des bases dans des entreprises où nous avons ensuite remporté les élections. Il faut là aussi continuer dans ce sens car les petites entreprises ont besoin de la CGT.

Sur la formation des militants, nous avons été confrontés sur notre site à une problématique. Les jeunes militants élus en 2019 ont connu une mandature très compliquée, avec la Covid, un plan social chez Airbus, la refonte de tous nos statuts, etc. La formation est donc hyper importante et il faut impérativement continuer à former nos militants dans les territoires.

Grégory KHIATI, Renault Trucks BOURG EN BRESSE (01)

A propos de la convention collective nationale, beaucoup de salariés ne sont pas encore au courant de ce qui s'appliquera au 1er janvier 2024, comme ils ne le sont pas de ce qui s'applique déjà depuis le 1er janvier 2023. 90 % des entreprises de la Métallurgie sont des TME

ou des PME et la convention collective nationale leur est destinée en priorité car les grandes entreprises ont pour la plupart déjà signé un accord.

Cette attaque sur les droits des salariés des petites entreprises ne s'arrête pas à la simple signature de cette convention collective mais passe aussi par les salaires minimum hiérarchiques (SMH) qui doivent s'appliquer à tous au 1er janvier 2024, les entreprises de moins de 150 salariés ayant une dérogation pour reculer leur date d'application. La CGT avait déjà dénoncé cette situation lors de la signature du 7 février 2022. Or l'UIMM a convoqué récemment les organisations syndicales pour remettre à jour la grille des minimas qui s'appliqueront au 1er janvier 2024 et ses propositions sont très inférieures au repère revendicatif de la CGT (2 000 euros/mois) puisqu'elle propose une grille commençant à 1 808 euros bruts par mois. Si le Smic augmente d'ici là, nos minimas en seront donc très proches. Cette grille sera soumise à signature la semaine prochaine et vous sera transmise.

Deuxième problème : l'UIMM propose de porter le seuil des entreprises concernées de 150 à 250 salariés. Elle demande donc une nouvelle fois aux organisations syndicales de signer un accord qui permettra une modération salariale, ce qui est inacceptable pour la CGT.

Sur les collèges électoraux, à partir du 1er janvier 2004, il n'y aura plus de coefficients mais des classes d'emploi,



avec notamment deux catégories professionnelles : les cadres et les non-cadres. L'UIMM recommande de découper les dix-huit salariés en trois zones : les salariés de la position 1 à la position C5 constitueront le 1er collège ; de la position C6 à la position E10, le 2ème collège ; à partir de la position F11, le 3ème collège. Nous avons dit qu'il n'en était pas question et que nous voulions en rester à deux catégories, cadres et non-cadres, avec une particularité pour les salariés exerçant des fonctions de management. Nous avons proposé que les salariés classés sur un emploi de degré 6 minimum avec des fonctions de management et autonomes soient rattachés au 2ème collège. Cette proposition n'a pour l'instant pas été rejetée par l'UIMM ni par les autres organisations syndicales. Ce qui est sûr, c'est que l'UIMM ne veut pas s'embêter avec ce sujet ; elle veut uniquement faire des recommandations pour la branche et tout le reste sera traité dans les entreprises. Il y a quand même des succès :

ainsi, les syndiqués d'Airbus ont négocié un accord qui permet des avancées, notamment sur la question de la prime d'ancienneté, avec une valeur de point unique pour tous les établissements. Chez Renault Trucks, nous avons obtenu que la direction s'engage par écrit à ce qu'aucun salarié ne soit déclassé après le 1er janvier 2024. Revendiquez-le vous aussi dans votre entreprise.

Ludwig BERAUD, Cast Métal FEURS (42)

Je ne pense pas que le mouvement contre la réforme des retraites se soit soldé par une défaite. En janvier, nous disions que si nous perdions ce combat, ce serait la mort du syndicalisme. Six mois après, nous avons fait la démonstration que notre message a été entendu par les citoyens et les travailleurs. Il s'est aussi traduit par des manifestations jamais vues depuis les années 70. Nous avons également enregistré de nouveaux adhérents (400 dans le département de la Loire, dont une cinquantaine

pour l'USTM) mais la question est de savoir ce que nous allons faire d'eux. Il va falloir les impliquer dans un processus de formation, ce qui nous demandera un gros de travail de mise en place. Dans la Loire, nous avons mis en place des formations « *s'impliquer dans la CGT* » avec deux syndicats. Une quinzaine de camarades issus de deux nouvelles bases y ont participé et nous allons continuer à les former. Nous avons également organisé le 26 juin dernier une formation sur la convention collective nationale qui a regroupé 65 camarades. Ce que je retiens, c'est le nombre de bases qui y ont participé (une trentaine) car nous en avons rarement vu autant dans une formation. Nous envisageons maintenant de lancer une nouvelle formation sur ce thème en octobre pour former d'autres camarades.

Nous sommes tous consultés sur l'application de la convention collective nationale mais comment avoir un avis avant de savoir

ce que les directions veulent mettre en place ? Dans notre entreprise, la direction a fait appel à un cabinet spécialisé pour piloter la mise en place de la nouvelle classification, ce que nous avons dénoncé. Nous avons néanmoins réussi à imposer un groupe de travail sur les cotations, auquel nous participerons. Surtout, nous allons travailler avec les salariés pour que les choses se passent au mieux.

Sur la syndicalisation, il y a un gros travail à faire et nous en parlerons en août avec le collectif de la région Aura.

Désastre industriel, beaucoup d'entreprises sont en difficulté: Dura, Manitowoc, Potin, ZFPWK...

Vous avez reçu un e-mail d'Eric Moulin concernant la négociation en territoires, en particulier dans la Loire. L'UIMM a acté par écrit la délégation CGT qu'elle a choisie pour participer aux réunions mais je peux vous garantir que nous ne nous y plierons pas.

Arnaud RISTORI, Onera PALAISEAU (91)

Nous avons fortement progressé lors des élections de la fin 2022, en passant de 25% à 40%, dans une entreprise de 2 000 salariés dont 90% d'ingénieurs et cadres. Depuis, nous avons de nouveaux élus qui veulent s'impliquer et réussir leur mandat mais sont entravés par la direction, soit par des écrits, soit par des pressions verbales. Il faudrait renforcer la loi et qu'il y ait des condamnations car notre direction se croit tout permis. L'entrave à l'activité syndicale des jeunes élus constitue aussi un frein à l'adhésion à la CGT alors que le nombre

de nos adhérents augmente. J'alerte donc sur le risque de discrimination syndicale à l'Onera.

Laurent RICHARD, Nokia

Notre groupe rassemble trois entreprises : RFS (Trignac, 100 salariés), qui fabrique des antennes et est en train d'être démantelée ; ASN, qui pose des câbles sous-marins et dont le carnet de commandes est bien rempli; Nokia Networks France, qui installe des réseaux wireless, a connu un gros PSE en 2020 (mille emplois supprimés) et fait actuellement l'objet d'une rupture conventionnelle collective (RCC).

Lors des dernières élections professionnelles, la CGT est passée de 15% à 18% sur mon site et a recueilli 35% des voix à Lannion.

Concernant la convention collective nationale, nous avons fait le boulot en amont en diffusant régulièrement L'Echo des Négos. Au final, les autres syndicats ont signé, nous avons reçu les fiches d'emploi et déjà recueilli des remarques de managers mécontents. Nous allons donc revenir vers eux car il y a des choses à faire pour syndiquer, en mettant en avant ce que nous avons su faire contre cette convention collective nationale.

Sur la question environnementale, nous essayons de mettre en place le radar environnemental dans notre entreprise. Nous avons fait une première enquête en novembre et allons la relancer. C'est un sujet sur lequel nous devons nous battre car Nokia sait très bien faire du greenwashing.

Sur les retraites, pour moi,

le combat a été gagné. La loi est certes passée mais le gouvernement a dû utiliser des articles constitutionnels qui n'avaient jamais été utilisés depuis 1958. C'est à nous de nous battre, comme nous l'avons fait par le passé, et nous allons gagner.

Sébastien SOLIGNAC, Turboméca PAU (64)

Je voudrais revenir sur ce qui se passe dans notre pays depuis quelques jours avec le meurtre de Nahel et les émeutes qui ont suivi. Il faut s'emparer de ce sujet et en débattre avec les syndiqués et les salariés car je crains que ce soit une marche de plus vers le pouvoir pour Marine Le Pen. Nous sommes confrontés depuis cinquante ans à un problème sociétal qui nous concerne car nous avons la prétention de changer la société pour la rendre plus juste et plus égalitaire. Cela concerne aussi des sujets pour lesquels nous avons des propositions: emploi, salaires, éducation, formation, aménagement du territoire, services publics.

Nous devons dire des choses sur cette société qui traite ses concitoyens différemment selon leur lieu d'habitation et la couleur de leur peau, sur cette police structurellement raciste et violente. Il faut surtout prendre le temps de comprendre ce qui se passe. Mettre le feu à des voitures en bas de chez soi, c'est un appel au secours. Deux France se font face, qui ne vivent pas dans la même société et ne se parlent pas. Je me demande s'il n'est pas de la responsabilité de la CGT de réinvestir les quartiers et d'aller au débat avec les jeunes qui y habitent.

Pourquoi ne pas organiser par exemple une caravane qui visiterait les quartiers pendant six mois ?

David PICO, Cummins Filtration, QUIMPER (29)

Les formations communes font l'objet d'une attaque sans précédent, avec des employeurs à l'offensive qui disent qu'elle est obligatoire. Beaucoup de camarades se font piéger dans ces formations communes. Je rappelle donc que les formations syndicales doivent être dispensées par un organisme agréé et que la CGT en est un. Votre demande doit être transmise au moins trente jours avant le début du stage et le patron ne peut la refuser qu'après avoir consulté le CSE. La seule obligation est de rendre une attestation de ce stage. Je vous mets donc en garde contre ces formations communes qui peuvent avoir un effet dévastateur sur nos militants.

Lors de vos interventions, j'ai entendu certains d'entre vous demander des formations au renforcement ou à la communication. Ces formations existent déjà. Le collectif fédéral Formation Syndicale propose douze formations, dont une à la communication et une sur les élections professionnelles. La Fédération proposera également quelques initiatives avant le prochain congrès, avec la décentralisation des formations pour sujet central, ce qui supposera de commencer par faire un état des lieux de nos formateurs.

Benoit DALGALARRONDO, Ariane Group, USTM de

l'Eure (27)

Ariane Group va très mal depuis sa création par nos actionnaires Airbus et Safran. Ce groupe a en effet été créé uniquement pour contenter ces deux actionnaires afin de récupérer les parts du CNES dans Ariane Espace. Désormais, Ariane Espace est uniquement dirigé par des intérêts financiers et non par des intérêts nationaux. Une dernière Ariane 5 sera lancée ce soir et la future Ariane 6 n'arrivera pas avant la mi-2024. Il y aura donc un an sans lancement, ce qui représentera une catastrophe pour l'industrie des lanceurs européens. Il y aura une baisse d'effectifs alors qu'il faudrait au contraire embaucher pour faire de la R&D. Même le centre spatial de Guyane fait l'objet d'un plan social.

Sur la convention collective nationale, les salariés sont extrêmement inquiets de sa mise en œuvre. Il faudra que la CGT soit là.

Malheureusement, dans notre département, beaucoup de syndicats ne s'emparent pas du sujet. Certes, elle s'impose à nous mais nous devons montrer que nous ne sommes pas d'accord et amener des propositions. Chez Ariane Group, nous essayons de montrer que nous n'en voulons pas et qu'il faut absolument mettre en place des garde-fous, notamment l'impossibilité d'une baisse de salaire. Certes, lors de la bascule, les salariés n'y perdront pas mais qu'en sera-t-il des nouveaux embauchés?

Lionel, délégué 53^{ème} congrès

Dans mon entreprise, nous avons régulièrement des réunions avec notre direction,

qui va parfois jusqu'à y inviter l'UIMM. On nous assure que nous n'aurons aucune perte de salaire mais l'ancienneté sera recalculée selon la nouvelle réglementation, avec un éventuel rattrapage l'année suivante. Nous sentons bien que nous allons y perdre mais la pire sera pour ceux qui arriveront. Ceux qui étaient soi-disant « *surcotés* » craignent aussi d'avoir beaucoup plus de missions à réaliser.

Lors du 53ème congrès confédéral, je suis intervenu pour rappeler l'importance de la formation. J'avais aussi interpellé la Fédération et la Confédération et n'ai toujours pas de réponse à mes questions, notamment sur l'aide que nous pouvons apporter aux unions locales. Sur la réforme des retraites, je suis satisfait des manifestations que nous avons menées mais notre « *roi* » en a décidé autrement et ne tient pas compte des revendications émises par tous les syndicats, ce qui peut mettre en cause leur crédibilité.

Olivier Ten, DSC Legrand

La réunion du collectif des DSC du 19 avril a révélé le besoin d'organiser une journée d'étude sur la RSE car les DS et DSC sont amenés à négocier des accords de participation et d'intéressement contenant des critères RSE. Cette journée, à laquelle seront invités les DSC et DS, aura lieu le 6 septembre 2023 et je vous invite à vous y inscrire.

Abdelaziz BOUABDELLAH, Alpaci, IMBSHEIM (67)

Plusieurs éléments ont été amenés dans nos débats, à commencer par

la situation géopolitique, avec une Ukraine devenue le nouveau terrain de jeu des impérialismes russe et américain, qui ont pris en otage ce pays et vont le détruire. La CGT prône depuis plusieurs années la paix et le désarmement et il va falloir franchir une nouvelle étape sur cette question.

Concernant les récentes émeutes et la colère légitime de la jeunesse, on peut débattre de la méthode mais on voit bien qu'elle rejette totalement la République. Il y a donc besoin d'un vrai débat de fond dans la CGT. Quand on voit le montant de la cagnotte destinée au policier, cela fait passer pour message que tuer un jeune de banlieue paie, ce que nous ne pouvons pas laisser passer. Je pense que la CGT devrait prendre davantage part au débat sur le racisme et la discrimination, qui n'ont jamais été aussi élevés qu'aujourd'hui.

Beaucoup d'entre vous ont parlé de la formation syndicale. Elle est pour nous le « *nerf de la guerre* » et nous en sommes tous responsables. Cela fait plusieurs années que nous cherchons à décentraliser les formations pour les amener au plus près des syndicats mais nous rencontrons des difficultés. J'invite donc chaque région à créer un collectif Formation Syndicale pour arriver à les décentraliser.

Il y a aussi eu beaucoup d'interventions sur la convention collective nationale. Depuis 2015, la Fédération est en ordre de

bataille sur ce sujet. Nous n'avons jamais autant communiqué que sur ce sujet mais il y a encore besoin d'organiser des journées d'étude, sachant que l'équipe de négociation ne pourra pas répondre à toutes les demandes et que vous devrez vous emparer du module de formation de la Fédération pour accompagner un maximum de syndicats, en particulier ceux des PME et des TPE qui seront très impactées par cette convention collective nationale.

Certains d'entre vous nous ont communiqué les résultats de leurs élections professionnelles, la plupart du temps positifs, mais il y a aussi eu des résultats négatifs. Des formations ont été mises en place (renforcer la CGT, reconquête électorale); il faut s'en saisir et mener une démarche syndicale au plus près des salariés.

GROUPE 3E

CONSTRUCTEURS
D'ALTERNATIVES



● Expertise économique, financière, sociale ou SSCT ; Audit comptable ; Formation des élus ; Accompagnement des CSE... ● Le Groupe 3E est un collectif d'experts engagés aux côtés des représentants du personnel et des organisations syndicales. ● Envie de muscler vos avis ? De former vos équipes ? D'entendre un autre point de vue ? ● groupe3e.fr



53ème congrès : bilan et enseignements

Guillaume IRASQUE, Stryker, CESTAS (33)

Chers Camarades,

Les discussions de ce matin et les expériences des assemblées de militants confirment l'importance des « actions revendicatives, de la vie syndicale et du renforcement ».

Nous vous proposons donc d'aborder les thèmes suivants :

- » l'enjeu du renforcement et de la qualité de la vie syndicale ;
- » les enseignements et la feuille de route validée par le 53e congrès confédéral.

Je commencerai cette introduction par la question du renforcement et de la qualité de la vie syndicale. La dimension du mouvement social et les enquêtes d'opinion montrent que le syndicalisme est au cœur de la vie sociale, politique et économique. Les expériences de nos militants confirment

ce phénomène car 53% des salariés portent un regard intéressé sur le syndicalisme et plus particulièrement sur la CGT.

Une CGT plus visible, plus efficace et une démarche unitaire. Nous avons rarement suscité autant d'estime !

On retrouve cette même dynamique avec les plus de 35 000 adhésions nouvelles à la CGT, soit trois fois plus qu'en 2022 dans la même période. Au niveau de la Fédération, c'est plus de 2 300 adhésions réalisées, dont 32 bases nouvelles.

Nous n'avons jamais connu cela durant les 10 dernières années. Il s'agit de nouveaux syndiqués, dont la plupart ont adhéré avec la volonté de contribuer à la lutte. Il est important d'accueillir ces éventuels futurs militants pour les encourager à participer à notre vie syndicale.

Les questions que nous nous posons aujourd'hui sont :

- » Comment transformer la sympathie qu'ils manifestent en engagement dans notre organisation ?
- » Lorsque le climat dans les entreprises est propice à la syndicalisation (résultats positifs aux élections), faut-il proposer l'adhésion ?

La Confédération a décidé de lancer durant tout l'été, des journées d'accueil et de temps forts de syndicalisation, afin d'ouvrir les portes de nos locaux à tous les salariés qui se sont mobilisés pour découvrir la CGT. Par exemple, nous avons déjà accueilli à la Fédération plusieurs dizaines de syndiqués de l'USTM de l'Isère. Nous devons multiplier ce type d'initiative !

Cependant, ce courant d'adhésion ne doit pas masquer nos faiblesses car notre Fédération est en perte

d'adhérents. Gagner des adhérents, c'est aussi savoir les garder. Nous avons besoin de réfléchir à une meilleure fidélisation de nos syndiqués par l'amélioration de notre accueil et en étant plus exigeants sur les retards de règlements qui pénalisent nos structures (nous y reviendrons tout à l'heure). Bien évidemment, la casse industrielle ainsi que les délocalisations, ont un réel impact sur nos pertes, mais ce n'est pas la seule raison. Le problème est notamment dans notre mode de vie syndical. Par exemple, lors du passage de nos adhérents de la vie active à la retraite : seul un syndiqué sur trois reste à la CGT.

Depuis plusieurs années, la Fédération a fondé un vaste chantier d'aide au renforcement de nos bases. Il s'est concrétisé par la réalisation de modules de formation spécifiques et la mise à disposition de matériel pour les syndicats, les groupes et les territoires,

qui est disponible au secteur vie syndicale. Autre défi : c'est le déploiement envers les 2ème et 3ème collèges qui représentent plus de la moitié des métallurgistes. Le niveau de syndicalisation et les difficultés à nous développer dans ces catégories lors des élections CSE doivent interroger l'ensemble de nos organisations, y compris dans l'évolution de notre outil spécifique qu'est l'UFICT Métallurgie.

En ce qui concerne la syndicalisation des retraités, nous avons besoin de travailler en amont sur des propositions d'adhésions. Réussir une continuité syndicale est un enjeu majeur pour notre Fédération, en sachant que la future vie des retraités va engendrer différents besoins et attentes. La préparation du congrès de l'UFR, qui se tiendra du 2 au 6 octobre 2023 à Ramatuelle, sera donc l'occasion d'aborder ces questions y compris avec les actifs. Des rencontres sont prévues dans plusieurs régions.

Enfin, le travail engagé en direction de la jeunesse et des femmes, à travers les collectifs fédéraux, nous amène à devoir déclencher différentes activités au sein des syndicats, des territoires et des groupes. A ce propos, le collectif Jeunes organise des rencontres régionales de métallos, qui seront un avant-goût du rassemblement fédéral des jeunes avant le congrès fédéral. Nous devons donc apporter notre aide pour inciter les jeunes à participer à ces rencontres.

Au niveau des territoires, il s'agit de former l'ensemble des responsables d'USTM et des collectifs métaux en leur donnant les outils nécessaires, afin d'animer et de construire des plans de déploiement dans les territoires. À ce jour, plus de la moitié des responsables a été formée mais l'objectif est d'atteindre les 100% à la fin de la mandature.

Autres initiatives en préparation : l'organisation de la première Conférence nationale des USTM/CCM à Montreuil en mars 2024. Pour préparer au mieux cet événement, nous réalisons actuellement un état des lieux précis, à partir d'un questionnaire à remplir par les USTM/CCM. Vous avez dans vos pochettes un tableau avec les départements ayant répondu et ceux en retard. Ce questionnaire est important car il va nous permettre de réaliser un plan de travail avec des propositions concrètes qui permettront d'améliorer l'animation et l'efficacité de nos USTM/CCM au service des syndicats.

Malgré les adhésions réalisées depuis le début de l'année, le bilan orga reste préoccupant. Le retard dans les règlements est catastrophique au niveau confédéral. Je vous invite donc à poursuivre les relances et le suivi des syndicats en retard. Vous avez dans vos pochettes les différents tableaux.

Cela m'amène aux questions de vie syndicale. Un des premiers enseignements que l'on

peut retenir du mouvement social est qu'il confirme la nécessité, voire l'urgence, d'accélérer la mise en œuvre des orientations définies par le 53ème congrès confédéral, dont celle qui signale la nécessité « *d'aller vers un syndicalisme d'adhérents et démocratique* ».

En effet, l'analyse de plusieurs luttes importantes dans la profession confirme de réelles similitudes : le nombre de syndiqués, la vie démocratique et l'unité syndicale. Quand tous ces ingrédients sont réunis, cela pèse sur le rapport de forces. Alors, bien évidemment, dans les entreprises où la CGT est majoritaire en nombre d'adhérents avec une bonne vie syndicale, il est plus facile d'amener à la mobilisation. Prenons l'exemple du syndicat d'Amar Ladraa : Clestra, à Strasbourg, ce sont 80 syndiqués pour 150 salariés, avec un engagement exemplaire des salariés dans le mouvement social, par la grève et par des rassemblements devant leur entreprise avec des conférences de presse.

Ce qui fait la force d'un syndicat, c'est l'engagement des syndiqués, avec une démarche démocratique qui passe par l'information et la consultation. Cette dynamique leur a permis également d'obtenir des augmentations de salaire après 15 jours de grève. Bref, prendre davantage de temps syndical pour définir, avec les salariés, le contenu revendicatif ou les formes de luttes, permet d'être le plus efficace dans l'action

collective. Et enfin, consacrer plus de temps à nos adhérents, sur la tenue régulière des congrès ou des AG, mais aussi sur les débats de l'orientation de la CGT, est essentiel pour toutes nos organisations.

Pour la seconde partie de cette intro, je vais vous faire un récapitulatif du 53ème congrès confédéral.

Justement, nous aurions souhaité que les questions de la vie syndicale, du renforcement ainsi que de la démocratie soit traitées de façon plus approfondie lors de ce congrès. En effet, nous avons vécu un congrès plutôt compliqué avec :

- » un bilan d'activité rejeté ;
- » un document d'orientation modifié par les délégués en plénière, sur des questions structurantes ;
- » et le rejet par la CCN du Bureau initialement proposé.

La CCN des 14 et 15 juin a tiré les premiers enseignements du congrès. En effet, ce congrès a été marqué par de grandes tensions internes, notamment entre la salle et la tribune, avec une présidence qui n'a pas toujours été à la hauteur. Cela est même allé jusqu'à des incidents en plénière tels que des violences verbales et même physiques, ce qui est intolérable.

C'est d'autant plus regrettable, que ce congrès se tenait en pleine bataille contre la réforme des retraites, c'est-à-dire au

moment où la CGT jouait un rôle central dans le rassemblement des salariés. Des sujets comme la stratégie pour gagner cette lutte, ou encore les difficultés d'ancrage de la grève dans les entreprises, auraient mérité d'être davantage discutés. Beaucoup de délégués ont donc eu le sentiment de se faire confisquer les débats. De ce point de vue, la délégation fédérale de la métallurgie a été exemplaire et sérieuse. Elle a joué un rôle important dans le déroulement du congrès. Les interventions des délégués se sont appuyées sur leurs expériences dans leur entreprise, groupe ou territoire, en échangeant leurs idées et débats. Plusieurs camarades, que je remercie, sont présents à ce CN et pourront nous faire partager leurs expériences s'ils le souhaitent.

Grâce aux discussions avec les camarades, nous avons identifié plusieurs points d'amélioration et de proposition pour les prochains congrès. La préparation du congrès nécessite plus de temps et de moyens pour aller à la rencontre des syndicats. Par rapport à la durée du congrès : la plupart pensent que cinq jours c'est trop long car cela engendre des difficultés de disponibilité. Mais d'autres camarades trouvent également qu'il n'y a pas assez de temps pour les différentes interventions. Concernant les votes : nous devons franchir un nouveau palier en exigeant des PV d'AG pour les votes

« contre » et les votes « pour ». Cela se fait déjà dans plusieurs départements et l'absence de PV pourrait être comptée comme une abstention. Enfin, par rapport aux aspects techniques du congrès, veiller à bien préparer les présidences, respecter les thématiques et le temps de parole de chacun, pour permettre l'intervention d'un maximum de délégués.

Ceci étant, le document d'orientation, une fois amendé, a été voté à 73 %. La Commission exécutive confédérale a été très largement élue par le congrès, comme le Bureau confédéral par les organisations de la CCN et le choix de Sophie Binet est bien perçu à l'intérieur comme à l'extérieur. Pour résumer, les principaux points majeurs du document d'orientation sont :

- » la mise en place de cahiers revendicatifs à partir de la prise de parole des salariés, c'est-à-dire développer notre démarche démocratique ;
- » la culture du débat comme base de nos prises de décisions collectives ;
- » la lutte pour les libertés syndicales et contre toutes les formes de discriminations ;
- » le développement de notre entreprise de presse, de communication et de formation syndicale pour permettre la prise de conscience



des syndiqués, des travailleurs et travailleuses ;
» les campagnes et les luttes revendicatives coordonnées et confédérées ;
» les journées d'étude et de partage d'expériences pour développer des campagnes au niveau de l'organisation pendant les trimestres ;
» la poursuite de nos liens et coopérations syndicales internationales ;
» enfin, les congressistes ont souhaité ajouter la nécessité d'ouvrir le débat sur les affiliations aux structures syndicales européennes et internationales durant le mandat. Ils ont cependant voté majoritairement pour confirmer nos affiliations à l'international à la CSI et la CES.

Pour finir, permettez-moi de saluer le travail et l'engagement pour notre confédération de Philippe Martinez, qui a su remettre la CGT sur les rails durant les moments les plus difficiles. Il a réussi à redynamiser notre syndicalisme et, surtout, mettre la CGT à la pointe d'un mouvement social historique. Pour cela, la Fédération te remercie Philippe !
Merci pour votre attention et place au débat.

Rosa Mendes, General Electric Hydro GRENOBLE (38), déléguée au 53e congrès

J'ai participé à mon premier congrès, mandatée par l'UD 38 et candidate à la CEC. Ce congrès m'a déstabilisée car je ne m'attendais pas à des expressions aussi non-respectueuses de la part de certains camarades. Je m'attendais à des divergences d'opinion, ce qui est tout à fait normal ; elles sont même l'essence

de notre organisation puisqu'elles sont porteuses de débats. Je n'ai en revanche pas compris la critique acérée de ce qui a été fait précédemment. Je n'ai pas accepté non plus les actes de violence, physique ou verbale. J'ai donc essayé d'en comprendre les raisons. Il est vrai que certains points nous opposent, notamment la question de l'écologie ou de notre adhésion aux instances internationales, mais cela n'est pas suffisant. Il est important de faire un audit pour savoir quelles leçons tirer tout cela et faire en sorte que la CGT soit rassemblée. Pendant toute la semaine, je me suis demandé si je maintiendrais ma candidature à la CEC, en voyant notamment des consignes de vote contradictoires. Après une nuit houleuse, j'ai estimé que l'élection de Sophie Binet pourrait marquer un nouveau départ. Nous avons tous les moyens d'aller au-delà de nos clivages. L'actualité demande notre présence. La CGT est complexe mais c'est aussi cela qui fait sa richesse et pour moi, l'essentiel est d'accepter nos divergences et de nous focaliser sur les vrais combats, dont l'actualité ne manque pas. Pour revenir sur la question de l'implication syndicale, je pense qu'il faut renforcer la formation des élus, syndiqués et mandatés en matière de discrimination. Il faut aussi les aider à prendre la parole en public et à s'impliquer sans avoir peur du regard des autres. On a beaucoup parlé de parité et certains n'y sont

pas très favorables, ce que je respecte. Cependant, je pense que c'est quand il y a de la diversité dans une société que l'on avance. Sans la parité, je n'aurais pas pu vivre l'expérience que je vis aujourd'hui. C'est aussi parce que de précédents secrétaires généraux ont œuvré pour que les femmes soient traitées à l'égal des hommes et accèdent elles aussi à des postes dans les syndicats ; pour cela, je les remercie.

Gérald CHALUTAUD, Stryker CESTAS (33)

Je ne dresserai pas le bilan sur la lutte contre la réforme des retraites mais je tiens à souligner que plus nous serons nombreux et plus notre poids pèsera dans la balance. C'est pourquoi il faut que nous soyons dans la lutte quotidiennement et, surtout, que nous fassions vivre nos syndicats par plusieurs biais : plus de débats, plus d'AG, plus de réseaux sociaux et de groupes de discussion, journées de convivialité fraternelles autour d'une formation ouverte aux camarades, sympathisants ou non, à l'instar de nos camarades de Lisi 47, et aussi en organisant des congrès locaux qui fédèrent nos syndiqués. A la CGT Stryker Cestas, depuis que nous avons tenu notre congrès l'été passé, le nombre de nos syndiqués a augmenté d'un tiers, grâce à cela mais aussi grâce à un travail d'information et de lien social. Nous avons par exemple organisé le samedi 17 juin dernier une journée de convivialité qui nous a encore permis de nombreux

échanges d'idées avec les employés de notre société. Celle-ci s'est soldée par une nouvelle adhésion et nous en espérons d'autres. Notre syndicat ressort grandi de ces actions qui resserrent les liens entre nos sympathisants, camarades et élus. Alors camarades, allons de l'avant et ouvrons les portes de nos syndicats en grand !

Sylvain WERNER, Usocom HAGUENAU (67)



Pour l'année 2021 qui vient d'être clôturée, nous comptabilisons 9 104 FNI de moins, ce qui démontre une baisse du nombre de syndiqués, sachant que certains n'ont pas réglé leur cotisation avant la fin de l'exercice. Concernant le taux de cotisation, nous rencontrons des baisses, ce qui est lié aux différentes mises à niveau du taux de cotisation ; pourtant, nous sommes encore loin du 1%. Pour 2022, à 17 mois, nous sommes en retard de 17 364 FNI par rapport à 2021, ce qui représente 218 209 timbres au niveau national. Connaissant cet état, je propose de profiter des AG de rentrée pour aborder la question

des cotisations et relancer les syndicats pour qu'ils régularisent le règlement de leurs FNI et de leurs cotisations, pour pouvoir clôturer l'exercice 2022 au plus vite et également pour nous mettre au 1%, car même si cela figure dans les statuts de la CGT, nous en sommes encore loin.

Au niveau de la FTM, au 31 mai 2023, pour la période 2021/2022 de date à date, nous en sommes à - 2 490 FNI et à - 6 266 FNI en comparatif au 100%. Pour 2023 de date à date, nous sommes à - 194 FNI et - 32 187 FNI pour être à 100%. Nous pouvons quand même nous féliciter d'avoir pris les devants avec les différents plans de travail que nous avons déjà mis en place pour faire des relances mais également le suivi des syndicats en retard ou en anomalie. Cela nous a permis de réduire l'écart.

Mais pour cela, nous devons continuer à travailler tous ensemble, avec les camarades du BF chargés du suivi par région, faire des relances conjointement avec les régionaux, les secrétaires d'USTM et de CCM, les animateurs et les DSC, et en profiter pour voir si le trésorier rencontre des problèmes et, si oui, nous les faire remonter, sachant qu'il existe des outils.

Il faut quand même préciser que le retard des FNI et cotisations engendre un manque de visibilité sur le nombre réel de nos syndiqués, sur l'état de nos forces mais également au niveau des entreprises, si



nous régressons en nombre d'adhérents ou non. Cela nous permettrait d'anticiper avec les camarades qui représentent le syndicat pour faire un travail commun, mais également pour valoriser les syndicats qui progressent, mais aussi pour voir le pourquoi de cette progression, pour éventuellement en profiter pour travailler et revoir le fonctionnement. Le retard des cotisations a aussi des répercussions au niveau de notre fonctionnement fédéral mais cela, vous le savez déjà. Pour cela, nous devons continuer d'inciter nos bases à faire des campagnes de syndicalisation, à tenir des assemblées générales et à construire avec les syndiqués un plan de travail pour nous renforcer, avec des objectifs atteignables.

Pour les zéros réglés, à la date du 5 juin 2023, nous en étions à 7 036 FNI pour 475 syndicats

en zéro réglé. Concernant les retards, nous en étions à 5 413 FNI pour 2021 et à 4 322 FNI pour 2022, ce qui représente encore 58 syndicats. Il y avait également 21 syndicats en anomalie à cette date. Le règlement des cotisations doit être fait régulièrement et dans les temps : cela fait partie de la vie syndicale. Etat des forces et adhésions nouvelles recensées au 3 juillet : nous en sommes à 2 639 adhésions nouvelles, avec 36 nouvelles bases. Même si nous faisons toujours plus de syndiqués ouvriers et employés, nous constatons que nous arrivons à syndiquer de plus en plus d'ingénieurs et cadres (539). Les AG, comme les congrès, sont un moment démocratique de partage et d'échange. Il faut travailler ensemble par la suite, avec les salariés et les syndiqués, pour construire des mobilisations. Je vous invite à remplir le tableau de suivi des AG et congrès pour que nous ayons

connaissance de celles qui se sont déjà tenues et de celles qui vont se tenir.

Thibaud DULOT, Saft France

Chez Saft, nous avons tenu un congrès sur notre site de Bordeaux, ce qui n'était pas arrivé depuis au moins dix ans. Nous en avons tiré des orientations et pris des décisions qui n'avaient pas été prises depuis très longtemps. En fixant pour objectif à chaque syndiqué de syndiquer un salarié, nous avons fait douze nouveaux adhérents, ce qui porte le nombre de nos adhérents à plus de soixante sur le site de Bordeaux. Parallèlement, nous avons travaillé sur la syndicalisation avec les autres syndicats de Saft France et avons fait au total vingt-sept nouveaux syndiqués. Nous aimerions bien maintenant accentuer notre côté démocratique. Notre cahier revendicatif doit naître des salariés, à qui il faut faire prendre conscience de ce qui se passe dans la société.

Eric PANCOUP, secrétaire de l'USTM 76

Pendant le 53ème congrès, j'ai vu des fédérations se battre comme des chiffonniers et j'ai été fier d'être métallo. Beaucoup de choses ne m'ont pas plu pendant ce congrès et depuis, j'ai dû mal à utiliser le mot fraternité. Je me demande si tout le monde connaît sa définition. Le congrès a peut-être aussi été à l'image de la société d'aujourd'hui : les gens sont agressifs avec ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.

Monique GARIN, retraitée USTM 64-40

Vous avez trouvé dans votre pochette les documents sur les zéros réglés. A ce jour, 475 syndicats sont en zéro réglé. Ce manque de règlements met en cause la vie de nos structures et vous comprendrez bien que l'on ne peut pas rester inactif. Au vu de ces chiffres, je pense que nous devons mettre le pied sur l'accélérateur afin d'améliorer ce résultat pour être à 100 % à la date de novembre 2022. C'est l'objectif que s'est fixé le collectif Vie syndicale. C'est bien de faire une comptabilité des zéros réglés mais il faudrait :

- » penser à relancer la vie syndicale ;
- » travailler sur la continuité syndicale et militante – pourquoi ne pas élaborer tous ensemble un plan de travail ?
- » prendre conscience qu'il faut se rapprocher des actifs pour aller de l'avant en travaillant avec eux pour faire de nouvelles adhésions lorsque la retraite arrive ;
- » créer des sections syndicales de retraités dans les entreprises – ceux qui ont participé à notre dernier congrès fédéral savent que ce point avait été mis à l'ordre du jour et accepté.

Frédéric SANCHEZ, Dura LA TALAUDIÈRE (42)

Le syndicat d'Hakim fait partie des 17 % de syndicats à jour de leurs cotisations au 1er juillet 2023, ce qui veut dire que 83 % n'ont pas réglé les leurs, ce qui représente 9 millions d'euros. Nous avons mis en œuvre un plan de travail pour endiguer ce phénomène mais la question doit être posée à toute la CGT. La force de la CGT a toujours résidé dans la culture du débat et le respect des décisions démocratiques. Je n'ai donc pas apprécié qu'avant même le congrès, une minorité essaye d'imposer ses vues à la majorité. Je mets en cause le vote par mandat qui a été appliqué au congrès car cela revient à considérer que les



structures qui ont le plus de syndiqués ont plus le droit à la parole que les autres. Il est prévu dans les statuts mais je fais partie de ceux qui pensent qu'il faudra débattre de son utilité en CCN.

Le congrès a été d'une violence absolue, que ce soit en séance plénière, en CCN ou en bureau du congrès. Il y a eu des agressions physiques durant ce congrès. Certaines camarades femmes

ont été menacées si elles ne votaient pas comme le chef de leur délégation. Ce congrès n'a donc pas été celui des syndiqués acteurs et décideurs mais des gros bras qui ont fait passer en force l'orientation qu'ils souhaitaient.

Heureusement, nous ne nous en sommes pas trop mal sortis car certains camarades et certaines structures ont eu l'intelligence de créer les conditions pour que nous en sortions avec une secrétaire générale et un bureau. Certaines structures et certains premiers dirigeants de la CGT étaient prêts à se présenter devant le congrès sans bureau ni secrétaire générale. Nous avons vécu des situations ubuesques devant le CCN. Nous sommes aujourd'hui passés à autre chose mais certaines cicatrices auront du mal à se refermer. S'attaquer comme on l'a fait au bilan de Philippe Martinez et de son équipe est en effet inacceptable.

Deuxième point : on ne peut pas dissocier renforcement de la CGT et construction d'un rapport de forces. On ne peut en effet pas parler de grève générale avec une organisation en perte de syndiqués. Nous avons certes fait 37 000 nouveaux syndiqués mais combien en avons-nous perdu ? Nous en sommes à 50 000 adhérents dans la métallurgie alors que nous visions 70 000 ; ce n'est donc pas une progression, même si nous enregistrons des résultats intéressants depuis le début de 2023. Du premier dirigeant au syndiqué, il faut se remettre

en cause. Les conditions n'étaient pas réunies dans la métallurgie pour bloquer l'économie.

La CGT n'y a en effet plus de gros bastions et son plus gros syndicat est celui d'Arcelor Dunkerque (580 syndiqués). Le renforcement de notre organisation est donc la première des priorités. Mais faire des syndiqués n'est pas tout ; il faut ensuite les garder et la formation est une question centrale. Nous avons besoin d'avoir des syndiqués qui soient capables d'aborder tous les sujets de société. Parce que nous avons abandonné le débat politique dans nos syndicats, ceux-ci fuient certains sujets et c'est une erreur fondamentale. Nous vivons dans une société fracturée, avec d'un côté ceux qui n'ont rien et de l'autre ceux qui ont tout. La CGT a un rôle majeur à jouer dans ce débat de société.

Si nous voulons être forts, il faut aussi que nos revendications aient un relais politique et force est de constater que même si certains partis les partagent, nous n'avons pas le rapport de forces susceptible de renverser la vapeur. Cette question est plus que d'actualité car l'extrême droite monte partout dans le monde. Nous avons intérêt à regarder comment aborder ces sujets et je suis plus que fier de l'attitude qu'a eue la délégation CGT au congrès. Je pense aussi que la nouvelle équipe aura beaucoup de travail à faire pour avoir une CGT en ordre de bataille, qui soit capable de répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux.

Dernier point : certains considèrent que la CGT aurait pu gagner la bataille des retraites seule. Ils sont fous. Sans l'intersyndicale, nous n'aurions jamais réussi à construire quatorze journées de mobilisation et si nous l'abandonnons, nous mettrons la CGT en très grande difficulté. Je suis donc de ceux qui considèrent qu'il faut maintenir l'intersyndicale et organiser un nouveau temps fort de mobilisation à la rentrée. Nous devons en débattre avec les autres organisations syndicales de notre branche pour les emmener avec nous dans la construction d'un rapport de forces. Nous n'avons pas un boulevard mais des points positifs nous amènent à dire que nous pouvons gagner sur un certain nombre de sujets, y compris celui des retraites.

Olivier PIAIA, USTM 88

A propos des zéros réglés, dans le Grand Est, c'est avec les adhérents individuels que nous rencontrons le plus de soucis car les retrouver dans les UD et les UL est très difficile. Dans les Vosges, nous voulons donc monter un syndicat départemental, comme dans le Bas-Rhin. Lors de la réunion du collectif Jeunes à Nancy, pendant trois jours, nous avons parlé de la manière d'attirer les jeunes et les ICT à la CGT. Du travail est fait mais cela reste dur pour nous.

Patrice THEBAULT, Airbus Defense & Space TOULOUSE (31)

J'ai été délégué par les syndicats de la métallurgie de Haute-Garonne au

53ème congrès et je partage ce qui a été dit ce matin, notamment sur la fierté d'appartenir à la Fédération de la métallurgie. Ce congrès a été très violent mais je me suis senti accompagné par la Fédération et protégé des pressions extérieures.

J'ai été bien entouré, ce qui m'a permis de respecter les statuts de la CGT. Ce qui m'a le plus choqué pendant ce congrès, c'est l'ignorance des règles. Une camarade m'a dit qu'elle voterait « en son âme et conscience » mais elle n'a pas compris qu'elle ne devait pas voter pour elle-même mais pour les syndicats qui l'avaient mandatée. Il faut donc vraiment insister sur la formation avant les congrès, et ce dans toutes les fédérations, pour y préparer plus formellement les délégués.

Malgré tout, nous ressortons de ce congrès grandis. La désignation de Sophie Binet est une bonne chose car elle illustre le changement du salariat en France, qui compte de plus en plus d'ingénieurs, et il est important de s'adresser à eux.

Ce choix a eu un fort impact puisque depuis le début de l'année, nous avons fait seize nouveaux syndiqués, quasiment tous ingénieurs. Il rajeunit aussi l'image de la CGT, ce qui est très positif.

Lors des dernières élections professionnelles dans la métallurgie, nous avons fait des gros scores dans le 1er collège mais nous avons encore du mal à présenter des listes dans les 2ème et

3ème collèges. C'est un axe de progression sur lequel il faut travailler.

Enfin, on parle beaucoup de syndicalisation et de campagne électorale mais cela demande des moyens syndicaux dont la loi sur les CSE nous a privés, ce qui rend notre tâche beaucoup plus compliquée. Cela fait partie des axes sur lesquels nous devons continuer à travailler en intersyndicale.

Sami EL-MESSAOUDI, DSC John Deere

J'ai participé à mon premier congrès confédéral et ce que j'y ai vu m'a choqué. Heureusement, nous avons limité la casse. Le Tour de France du collectif Jeunes a commencé. Il est passé par Bordeaux en février, Marseille en mai et Nancy en juin, et a établi une feuille de route nationale qui sera finalisée en septembre et qui portera sur la syndicalisation des jeunes.

Concernant le syndicat John Deere, la syndicalisation se développe à Arc-lès-Gray comme à Saran. Les élections sont à venir et sur notre site, nous peinons à syndiquer les ETAM et les cadres car notre patron pousse pour que la CGT ne soit pas représentative.

Ludwig BERAUD, Cast Metal FEURS (42)

J'ai participé au congrès en tant que délégué de l'USTM de la Loire. Pendant sa préparation, nous avons eu le plus grand mal à rencontrer les syndicats et les syndiqués car nous étions dans une période de lutte.

De toute façon, certains sont arrivés au congrès avec la volonté d'en découdre. Il faut admettre qu'il y a deux lignes politiques à la CGT et il faut arriver à cohabiter. Au-delà de la fraternité, il y a le respect. Il faut que nous nous entendions et que nous continuions à travailler ensemble.

Tout n'a peut-être pas été bon pendant le mandat précédent mais qui peut présenter un bilan parfait dans son syndicat ou sa structure? Nous faisons tous des erreurs mais les orientations prises en fin de mandat, notamment sur la mise en place de l'intersyndicale, ont porté leurs fruits dans la bataille. Si nous avions pris en janvier les mesures radicales que certains souhaitaient, nous n'en serions jamais arrivés là en juin, avec une journée très mobilisatrice. Il faut aussi souligner tout le travail engagé par Philippe Martinez sur l'intersyndicale car cela n'a jamais été simple au niveau local et dans la branche. Je remercie aussi nos camarades du Puy-de-Dôme qui ont assuré l'organisation du congrès sans baisser les bras.

Miguel SALLES, Airbus NANTES (44)

J'ai en charge les demandes de détachement adressées à la Fédération par les territoires et le fait que les syndicats ne soient pas tous au 1% limite très concrètement notre capacité à leur répondre. 50% de nos cotisations servent aux détachements et 50% de notre budget fédéral est constitué des cotisations.

En moyenne, les syndicats payent les timbres à hauteur de 12 ou 13 euros, ce qui est très peu. Nous négocions avec les employeurs mais s'ils sont d'accord pour mettre des salariés à disposition des structures, ils ne les financent pas. On se retrouve donc avec une équation de plus en plus dure à résoudre.



Imaginez que les employeurs, qui financent près de la moitié du budget de la Fédération, ne nous payent plus. Certains grands groupes, comme ArcelorMittal, tendent à réduire leur financement, voire à ne plus rien verser du tout. Si ces fonds ne parvenaient plus à la Fédération, nous aurions des choix à faire et cela réduirait notre capacité à mettre des camarades en détachement.

Au-delà des zéros réglés, je vous alerte sur le respect de nos statuts, qui prévoient une cotisation à 1%. Je sais que certaines UL font des timbres à 10 euros ; c'est un scandale! Il faut rappeler nos statuts à tous les syndicats et faire du 1% une règle fondamentale.

Tony RIMBAUD, Airbus Atlantique SAINT NAZAIRE, USTM 44



Ce qui m'a le plus gêné durant le congrès, ce sont les critiques sur le bilan d'activité de Philippe et de son équipe. Nous n'avons peut-être pas gagné mais chaque délégué est responsable du résultat. Tout a été mis en œuvre par la Confédération, nous recevons une multitude d'informations et d'alertes mais il faut ensuite s'en emparer. J'ai trouvé très déplacées les attaques portées pendant ce congrès, en particulier de la part de ceux qui pensaient que la CGT arriverait à faire plier le gouvernement seule. Les conquêtes sociales du passé ont été obtenues parce que la CGT comptait six millions d'adhérents et si nous ne sommes plus que 650 000 aujourd'hui, ce n'est pas de la faute de Philippe ni de son équipe mais de l'ensemble des délégués qui, pendant des années, n'ont pas réussi à développer la syndicalisation CGT. Je suis stupéfait de voir que certains syndicats n'ont pas fait de nouvel adhérent depuis trois ou quatre ans !

J'ai aussi une pensée pour les jeunes qui ont participé à

leur premier congrès et qui ont dû se demander ce qui se passait. Je pense également aux primo-congressistes, dont certains n'avaient même pas participé à un congrès fédéral. Avec la nouvelle direction qui s'est mise en place, nous avons sauvé les apparences mais nous avons encore beaucoup de travail pour atteindre le million d'adhérents car nos prochaines conquêtes sociales passeront par là. Nous devons faire comprendre aux salariés que le message de la CGT est important et nous sommes bien placés pour le faire ; et quand nous aurons de la syndicalisation, alors nous arriverons petit à petit à mettre les gens dans la rue.

Florent TRINQUART, Eurocast CHATEAUROUX, animateur régional Centre-Val-de-Loire

Dans l'Indre, le patronat a dénoncé la convention collective en septembre dernier parce que les autres syndicats n'ont pas voulu signer l'accord de révision-extinction. Cela concerne notamment l'indemnité

de départ en retraite, qui représente 80% de l'indemnité de licenciement dans notre département. Autre problème : celui du travail de nuit car la nouvelle convention collective nationale prévoit 15% alors que l'ancienne prévoyait 20%, et que beaucoup d'entreprises appliquent un taux de 25%. Nous devions aussi perdre une journée de congé d'ancienneté. Nous avons donc exigé des accords autonomes, lancé une pétition qui a été signée par 1 400 salariés et l'UIMM a été contrainte de rouvrir des négociations mais elle souhaite que les accords autonomes ne fassent qu'inciter les entreprises à maintenir les usages mais ne les obligent pas. Je ne pense pas que nous allons signer, les autres syndicats non plus mais nous ferons savoir tout cela aux salariés par voie de tract, ainsi qu'à la presse. La direction de mon entreprise entend profiter de la mise en place de la nouvelle classification pour revoir notre grille de salaires mais nous ne sommes pas d'accord et nous allons exiger son maintien. Je pense que la grille de salaires risque d'être remise en cause dans pas mal d'entreprises et j'appelle tous mes camarades à être vigilants sur ce point. Il faudra aussi être vigilants sur les classifications.

Enfin, il ne faut pas oublier l'activité syndicale et ne pas avoir peur de faire passer notre agenda syndical avant celui des patrons.

Bettina WINTERSTEIN, Gaggenu LIPSHEIM (67)

Pour avoir participé au 52ème congrès en tant qu'invitée, j'avais prévenu les délégués au 53ème congrès que celui-ci risquait d'être compliqué mais j'étais loin d'imaginer qu'il le serait autant. J'ai été vraiment choquée et déçue par beaucoup de personnes et de structures. Les structures – UD et UL – nous ont volé notre congrès. Nous n'avons pas eu le temps de débattre ni de défendre les amendements que nous avons déposés. Que Sophie Binet ait été désignée secrétaire générale est une bonne chose pour la CGT mais au début, je pensais que cela avait été orchestré en amont. Pour moi, c'était du grand n'importe quoi.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que la Fédération de la métallurgie a été exemplaire comme elle l'est depuis toujours. Nous avons pu compter les uns sur les autres et étions là pour relever le niveau. Si nous arrivons à faire vivre nos collectifs, cela ne peut qu'avoir un rôle moteur pour les autres branches.

La FTM joue aussi un rôle moteur concernant la place des femmes dans ses structures. Nous avons toute notre place à prendre et le disons bien fort. Les femmes sont là et seront encore là demain. Si nous travaillons tous ensemble et que nous changeons la mentalité chez les autres, nous ne pouvons que ressortir grandis de tout cela. Il faut tirer les leçons du passé pour avancer. Je prône le « tous ensemble » mais c'est à nous de le créer, et je suis fier d'être métallote ! Je tiens

également à remercier tous ceux et celles qui ont œuvré pour que nous passions un bon 53ème congrès ; nous pouvons être fiers de notre fédération !

Jean-Marie PAGES, section retraités Aubert & Duval Pamiers

La mort de Nahel m'a ému et je sais que cette émotion est partagée. La réponse gouvernementale a provoqué chez moi de la colère qui est elle aussi partagée. Plutôt que rejeter la faute sur les parents ou les jeux vidéo, je pense que le comportement de nos ministres et de nos présidents y est pour beaucoup. La discrimination n'est pas que raciale ; elle est aussi sociale et je suis d'accord pour dire qu'il va falloir aller dans ces quartiers – il faut que nous soyons présents partout ! Notre section comptait 50 syndiqués en 2022 et nous sommes aujourd'hui 60, ce qui est exceptionnel car nous ne faisons habituellement qu'un ou deux nouveaux adhérents chaque année. J'ai pour ma part participé à la formation « Renforcer la CGT »

et je pense que la formation est très importante pour notre organisation. La première condition pour renforcer la CGT est de proposer l'adhésion aux salariés. Vous connaissez tous des sympathisants en retraite alors n'hésitez pas à leur proposer de se syndiquer à la CGT.

A propos du 53ème congrès, je rappelle que quand Philippe a été élu à la tête de la CGT, le contexte était déjà difficile – certains avaient essayé de saborder la CGT mais n'y étaient pas arrivés. Bien d'autres organisations auraient explosé mais nous en sommes finalement sortis par le haut et je tiens à remercier tous les militants. Vive la fraternité et vive la CGT !

Pedro GABRIEL, DSC Assa Abloy

Au-delà du 53ème congrès, nous avons des querelles de pouvoir internes, bien souvent liées à des conflits de personnes, qui nous font perdre beaucoup trop d'énergie. Il va falloir

mettre l'accent sur ce sujet dans notre cursus de formation syndicale et notre communication. Concernant la réforme des retraites, elle nous a apporté des syndiqués à qui il va falloir apporter une réponse. Pour cela, même si la loi est votée, il va falloir gagner des contreparties qui permettront d'améliorer les conditions de travail, les salaires et l'égalité.

A propos de la mort de Nahel, j'attends une expression forte de la part de la CGT. Les idées d'extrême droite sont en forte progression et nous ne pouvons pas les laisser se répandre, y compris chez nous. Il faut prendre une position ferme et s'opposer à cela pour que les prochaines élections ne se résument pas à nouveau à un débat entre le Front national et un autre Emmanuel Macron.

Gazi YILDIZ, DSC Ascométal
Je voudrais parler de qualité de vie syndicale. Nous n'évoquons pas trop le fait que l'on perde des moyens humains dans beaucoup d'entreprises. Dans la nôtre par exemple, nous avons sept

élus titulaires (sur treize) mais seuls quatre ou cinq sont actifs. A cause de la discrimination syndicale, beaucoup d'élus n'ont pas de perspectives d'avenir et en viennent à être dégoûtés de s'investir. Je trouve que nous ne faisons pas assez dans ce domaine. Les syndicats et la Fédération doivent vraiment prendre ce sujet au sérieux.

J'ai participé au 53ème congrès en tant que « *primo-congressiste* » et je confirme que l'ambiance a été très « *chaude* ». J'ai eu l'impression que l'on pouvait en venir aux mains à tout moment, même pendant les débats, mais j'ai trouvé intéressant de voir la diversité des syndicats de la CGT, dont certains sont très extrémistes, et il faut faire avec cela. La situation est la même dans nos entreprises, où des militants très extrémistes redonnent la « *niaque* » aux élus qui perdent confiance. Il y a un équilibre à trouver car c'est ce qui fait la force de la CGT.

Michel DUCRET, animateur régional Normandie

Le collectif DSC a tenu deux réunions très intéressantes, une dynamique s'est mise en place et des décisions ont été prises, comme l'organisation d'une journée d'étude sur le RSE. Deuxième sujet sur lequel nous avons pris une décision : aujourd'hui, de nombreux accords se négocient dans les groupes et nos camarades ne savent pas quelles revendications porter. Nous avons donc envoyé un questionnaire à tous les DSC et coordinateurs de façon à recenser les accords signés par la CGT.



Nous travaillons avec le secteur Communication pour pouvoir déposer tout cela sur une plate-forme commune accessible sur Internet afin que nos camarades puissent y piocher ce qui les intéressera. J'invite donc tous les DSC et coordinateurs à répondre à ce questionnaire.

Nous avons par ailleurs décidé d'organiser des Assises des DSC dans le courant de l'année 2025, avant le congrès fédéral qui aura lieu en juin. Nous avons mis en place un collectif de travail qui a élaboré un ordre du jour qui sera soumis à la CEF. Nous avons aussi beaucoup insisté sur le mode de désignation des DSC. Plus aucun DSC ne sera désigné s'il n'est pas référencé dans Cogitiel ou s'il n'est pas syndiqué. Nous avons aussi rappelé que leur désignation devait être formalisée dans un PV d'assemblée générale des syndicats. Je ne désignerai pas non plus de DSC s'ils sont en zéro réglé sur 2022. Sur le 53ème congrès, nous avons senti le vent venir et avons décidé de désigner des camarades aguerris. Ce congrès a manqué de préparation, d'abord parce que nos camarades étaient dans une dynamique de lutte, ensuite parce que nous souffrons d'un véritable déficit de culture politique dans nos syndicats. Nous avons beaucoup d'élus mais de moins en moins de militants et c'est un vrai problème car on voit des partis politiques prendre le pas, et c'est ce qui s'est passé pendant le congrès confédéral. Cet entrisme est

inadmissible aujourd'hui. Il faut tirer les enseignements de ce congrès dont nous ressortons gagnants. La meilleure réponse que la Fédération y ait apporté a été l'organisation d'un forum Automobile avec plus de 350 camarades et des associations extérieures à la CGT.

Pascale MONTEL, retraitée Métaux Lille (59)

J'ai participé au 53ème congrès confédéral, mandatée par des retraités, et il ne faut pas être naïf : notre appareil syndical traverse une crise profonde. Ce qui a sauvé ce congrès, c'est que nous étions dans la lutte contre la réforme des retraites. Sans cette lutte, je ne sais pas comment le congrès se serait terminé. Il ne faut pas perdre de vue que notre ADN, c'est la lutte, qu'elle n'est pas finie et que rien n'est jamais définitivement acquis. Sur la convention collective nationale, il faut se tenir prêts à lutter dans toutes les entreprises, en sachant que les autres organisations syndicales l'ont signée. Ce qui nous a manqué, c'est l'unité syndicale que nous avons connue dans le mouvement contre la réforme des retraites. Je ne critique d'ailleurs pas la stratégie de lutte choisie par la CGT car elle a permis d'organiser de grosses manifestations mais elle n'a pas permis de bloquer l'économie. Nous n'avons en effet pas le monopole de la mobilisation, comme l'a montré l'exemple des gilets jaunes, et nous avons intérêt à être sur tous les fronts car il ne faut pas laisser le mécontentement profiter à la seule extrême-droite.

Nous avons aussi beaucoup de choses à bouleverser dans nos pratiques. Très peu de camarades ont lu le document d'orientation par exemple. Et pourquoi Aziz a-t-il demandé uniquement les mandats de ceux qui allaient voter contre ? Nous devons regarder tout cela. Il n'y a pas les « bons » et les « mauvais » à la CGT. Il faut savoir s'écouter et je suis d'accord pour avoir des débats de fond mais dans le respect mutuel.



Béatrice GALICIER, Coordinatrice Framatome

Je voudrais revenir sur le meurtre de Nahel. Nanterre est une ville qui a une forte histoire de mixité sociale et de solidarité mais même dans une ville où une politique est menée pour contrer la relégation, le désespoir s'exprime. Si vous demandez quoi faire, allez sur le site Internet de la CGT et vous y trouverez des déclarations, ainsi qu'un appel à la jeunesse populaire co-signé avec le MRAP et d'autres organisations. Dans mon entreprise, nous l'avons diffusé aux salariés, en y ajoutant les propositions de la CGT, pour contrer les thèses reprises en boucle par les

médias.

Stéphane FLEGEAU, Laudren Electronique, LANESTER (56)

Beaucoup d'interventions ont porté sur la convention collective nationale et je pense que ce sujet est une porte d'entrée dans la syndicalisation. C'est une bonne raison d'aller au débat avec les salariés, notamment ceux des 2ème et 3ème collèges. Durant la négociation de la CCN, nous avons régulièrement informé, essayé de mobiliser le plus largement possible, puis consulté l'ensemble des salariés pour savoir quelle position adopter. Nous ne l'avons pas signée, nous battons toujours contre elle et lors des journées d'étude, mettons en avant qu'il faut être à l'offensive car les directions attendront le dernier moment pour amener cette question. Cela nous permettra aussi de revenir devant les salariés pour parler avec eux de la réalité de leur travail. Dans la période à venir, nous devons donc être à l'offensive et porter les propositions de la CGT, notamment pour le système de classification qui s'appliquera au 1er janvier 2024.

Un des points importants est la vie syndicale, nos seulement dans nos syndicats mais aussi via nos USTM et animations régionales. Faire des journées d'étude en territoires doit nous amener à redynamiser la vie syndicale dans les USTM, pour être dans l'aide et l'entraide. Toutes les entreprises ne sont pas au même

niveau; il faut donc créer un lien entre les syndicats pour qu'ils s'entraident et organisent des mobilisations dans les entreprises, les bassins d'emploi ou les départements. Je rappelle que certains départements ont obtenu la création d'une commission de suivi de mise en place des classifications ; d'autres ont dû dénoncer ce qui existait. Nous avons de grosses inquiétudes pour la fin de l'année dans la branche de la métallurgie puisque l'augmentation du Smic percutera la mise en place de la convention collective nationale. La rentrée sera donc l'occasion de repartir à l'offensive sur ce sujet. Sur le 53ème congrès, une telle violence entre camarades est plus que choquante. Cela a été marquant durant les séances plénières et a pris encore une autre dimension lors des réunions de la CCN. Comment pouvons-nous, dans nos syndicats, préparer ces congrès ? En débattant, car c'est cela qui nous manque. Réfléchissons-nous aussi à la façon dont nous préparerons notre congrès fédéral pour nous assurer que ce sera bien celui de tous les syndicats.

Anthony GROS, DSC General Electric, USTM 73

Je vais axer mon intervention seulement sur un point : les retraites. On a entendu parler tout à l'heure de la prochaine date de manifestation du 13 octobre. Il serait intéressant de ne pas baser notre communication uniquement sur les retraites mais aussi sur les salaires, les conditions de travail ou bien d'autres choses

comme notre convention collective dans notre secteur d'activité. Dans la tête d'une grande partie des salariés, la réforme est acceptée, difficilement certes. Ca va laisser des traces pour le futur, on n'oubliera pas, mais elle est acceptée quand même et tout autant dans la tête d'une partie des militants CGT. Car non seulement nous avons dû tirer l'intersyndicale dans nos boîtes mais la plupart d'entre nous avons été aussi dans l'organisation des manifs dans nos départements. On l'a vu, même s'il y avait 12 ou 13 logos sur les tracts, c'est bien la CGT qui était moteur en France. Nos élus sont fatigués ; seront-ils convaincus ou auront-ils l'énergie en octobre plus qu'en juin, après cinq mois de lutte ?

A Albertville ou à Chambéry on voyait deux ou trois militants de la CNT en faire bien plus que la CFDT ou d'autres syndicats bien plus organisés.

Je ne vous cache pas que nous ne savons pas, à l'USTM 73, comment il sera à nouveau possible de refaire une intersyndicale à la rentrée sur ce type de sujet. Les salariés n'ont pas répondu présents sur la dernière date du 6 juin, non parce qu'ils étaient d'accord avec la réforme, mais parce que le gouvernement les a dégoûtés en utilisant tous les artifices anti-démocratiques, donc comment faire pour relancer un engouement quatre mois après ? On pourra peut-être en reparler lors de la prochaine réunion des USTM du 13 septembre je crois. Si on ne communique pas bien, on va tout droit vers une manifestation de rentrée un peu fourre-tout comme on en a parfois l'habitude, sans autre lendemain. Rien de mieux pour dégoûter nos militants. Et surtout, à la CGT, on a parfois du mal à communiquer sur la fin d'une lutte et à expliquer qu'on n'en porte pas la responsabilité mais qu'elle est due à de nombreuses raisons

politiques et sociétales.

Aziz BOUABDELLAH, Alpac, IMBSHEIM (67)

Je retiendrai quelques éléments de nos débats. Le premier, c'est le constat partagé par tous sur la violence du 53ème congrès confédéral. En tant que responsable de la délégation de la FTM, j'ai passé une semaine très compliquée et ce qui m'a le plus chagriné, c'est de constater que ce n'était plus le congrès des syndicats. Nous avons eu affaire à certains experts des congrès qui les ont pris en otages.

Sur la question du vote, je pense que nous devons encore évoluer. Nous entendons le message et n'avons jamais été fermés sur cette question, même si les fédérations qui essayent de s'assurer que le congrès se prépare de manière démocratique dans les syndicats ne sont pas nombreuses. Il va falloir que nous évoluions sur la



© DR



Enfin, j'en ai plus qu'assez de la banalisation des idées d'extrême-droite dans les médias. Faisons attention nous aussi à ne pas banaliser des choses qui pourraient avoir des conséquences très graves à long terme. Je pense notamment que nous avons encore des efforts à faire contre les discriminations, en permettant à des camarades issus de milieux défavorisés ou de l'immigration d'avoir des responsabilités au sein de la CGT.

question des PV et si nous en demandons pour les votes « contre », nous allons également en demander pour les votes « pour ». A défaut de PV, nous ne laisserons personne prendre en otage les voix d'un syndicat comme l'ont fait certains pendant le congrès. Nous y réfléchissons dans la perspective de notre prochain congrès fédéral. Nous avons effectivement péché dans la préparation du congrès, notamment pour faire vivre le document d'orientation, mais ce n'était pas très facile alors que des documents parallèles circulaient.

La violence verbale et physique a atteint un niveau inacceptable. Ce n'est pas comme cela que nous avancerons. La CGT n'est pas un club de pétanque mais une organisation qui vit de ses syndiqués et de ses syndicats. Il faut donc nous améliorer sur cette question de démocratie.

Le congrès fédéral ne changera pas la feuille de route que nous ont donnée nos syndicats lors de notre 42ème congrès. Nous devons

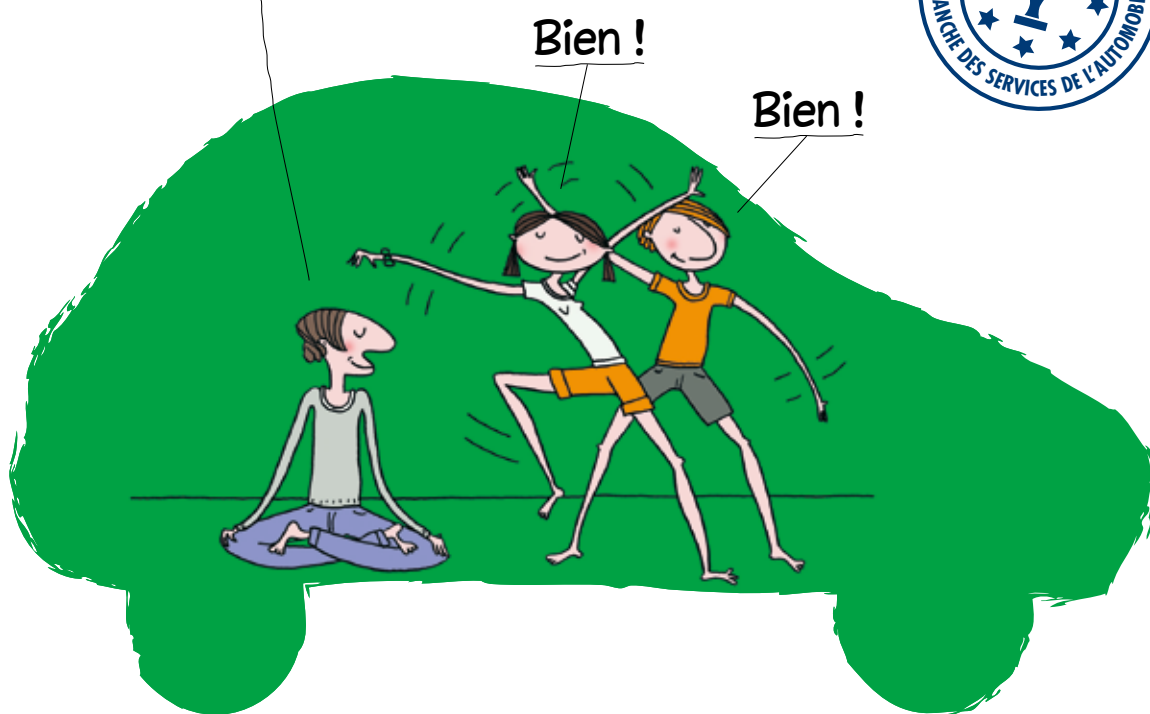
mettre en application les orientations que nous nous sommes fixées, qui ne sont pas en opposition avec les orientations confédérales, et continuer le travail engagé avec le Forum de l'automobile.

Il y a aussi beaucoup de sujets de vie syndicale à traiter. Nous allons par exemple organiser la première conférence des USTM car nous avons besoin de parler de nos outils de proximité, des moyens de les rendre plus efficaces et de réfléchir à notre structuration régionale, territoriale et catégorielle. Nous nous voyons plus grands que nous ne le sommes. Nous perdons en effet des adhérents, qui ne sont plus que 50 000, ce qui doit nous interpeler. En trois ans, nous avons fait 20 000 nouveaux adhérents mais en avons perdu 25 000. Il faut donc traiter une bonne fois pour toutes ce phénomène de « panier percé » si nous voulons inverser le rapport de forces. Concernant la démocratie dans l'entreprise, il me semble important de

consulter non seulement nos syndiqués mais aussi nos salariés. Nous ne sommes pas les « avengers » du mouvement social ; il se construit avec les salariés car sans eux, nous n'arriverons pas à élever le rapport de forces. Les consciences s'éveillent, tous les Français ont déjà exprimé leur mécontentement envers Emmanuel Macron, ce qui nous confère une vraie responsabilité. Mais pour cela, nous avons besoin de former nos militants. Je rappelle aussi une orientation importante de la vie syndicale : l'utilisation de toutes les heures de délégation. Il faut aussi donner 50% de son temps syndical à la vie syndicale. Ce sont des orientations fédérales, pas des slogans, comme lorsque nous disons que les syndiqués doivent être auteurs, acteurs et décideurs. Je compte sur vous tous pour aborder ces questions de vie syndicale dans vos territoires, vos groupes et vos syndicats, surtout dans cette période électorale.

La garantie d'une **couverture santé au juste prix !**

Une famille bien protégée,
c'est une famille en bonne santé.



CDR6959_0623 - Siège social : 39, avenue d'Iéna - CS 21687 - 75202 Paris cedex 16 - Illustration : © Marcel

IRP AUTO propose à ses clients des services pour maîtriser leurs dépenses de santé et être informés à tout moment : carte de tiers payant dématérialisée, application mobile, téléconsultation médicale, suivi des remboursements, analyse de devis... Il est le seul organisme référencé par la branche des services de l'automobile en matière de mutuelle santé. IRP AUTO propose aussi des solutions santé adaptées aux entreprises dont l'activité est proche de celle des services de l'automobile.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur notre site Internet : www.irp-auto.com

Suivez-nous sur [Linked in](#)





Hommage aux anciens secrétaires généraux de la Fédération

Frédéric Sanchez

Secrétaire général de la Fédération

Chers(es) Camarades,
J'en viens maintenant à la particularité de ce Conseil National.

En effet, il n'est pas commun, et cela n'arrivera pas tous les jours que l'on ait le privilège d'avoir 3 anciens secrétaires généraux de la Fédération qui participent à nos travaux, et de pouvoir les saluer comme il se doit autour d'un moment fraternel et convivial. A ma connaissance, cela ne s'est jamais produit. C'est donc avec émotion, fierté et gratitude que je salue leur présence avec nous ce soir et les remercie d'avoir répondu à notre invitation.

Réussir cela, autour d'un moment privilégié avec nos militants, cela fait quelque temps que c'était dans les tuyaux, mais les disponibilités, les agendas bien remplis, les activités des uns et des autres, conjugués à une forte activité sociale, ces dernières années, et à la crise sanitaire, n'avaient pas permis

de concrétiser notre volonté. Et bien voilà, c'est fait, notre Conseil National des 5 et 6 juillet, avec les différents représentants de la Fédération qui la composent est donc ce moment choisi et tant attendu.

Merci Jean-Louis, Daniel et Philippe de vous être rendus disponibles. Avec vous, c'est une belle et grande page de l'histoire de notre Fédération qu'il nous est permis de relire ce soir.

Pour quelques-uns d'entre vous, vous les connaissez tous les trois, pour d'autres, seulement les deux derniers, et pour une grande majorité, le dernier, mais aussi le plus connu puisqu'il vient de quitter, il y a peu, ses responsabilités de Secrétaire Général de la CGT. De ce point de vue, c'est plutôt rassurant, cela prouve que l'on se régénère dans notre belle et grande CGT.

De tout temps, la Fédération a eu à cœur d'entretenir et

de garder le lien avec nos anciens camarades qui ont été en responsabilité, que ce soit autour d'initiatives ou de moments fraternels.

C'est le cas notamment avec le repas organisé chaque année où membres du Bureau Fédéral et Commission Exécutive peuvent continuer à échanger sur l'actualité et l'avenir bien sûr, mais aussi sur les périodes plus lointaines, le moment de ce soir y contribue.

Avec la présence de nos trois camarades, ce sont 23 ans d'histoire de notre belle et grande Fédération qu'il nous est permis de nous remémorer ensemble.

Leurs passages successifs : Philippe MARTINEZ succédant à Daniel SANCHEZ, qui a lui-même succédé à Jean-Louis FOURNIER, a compté. Chacun a marqué de son empreinte la Fédération, avec son style, dans un contexte politique et social en éternel mouvement.

Retracer leurs parcours militants et en responsabilité en quelques mots n'est pas des plus facile et nécessiterait plus d'une soirée ou donnerait lieu à une véritable encyclopédie : c'est huit ans en responsabilité pour Jean-Louis, huit ans pour Daniel, et sept ans pour Philippe. Comprenez que je m'en garderai bien. Je m'attarderai donc uniquement sur quelques caractéristiques de leur passage et leur apport dans ces différentes périodes en responsabilité qui a marqué leurs mandatures.

Tout d'abord rappeler leurs styles bien forgés, aux caractères bien trempés, rien d'anormal pour des salariés de la Métallurgie me direz-vous, dont les racines de l'engagement militant se trouvent dans une entreprise, mais aussi un groupe, précurseur de luttes et de conquises sociales dans notre pays et au-delà.

Cette entreprise c'est

RENAULT, celle qui se faisait appeler Régie nationale, communément appelée RNUR ou LA RNUR, où derrière chaque voyelle ou consonne, résonne encore la définition d'un modèle économique porteur d'espoir. C'est donc tous les trois, dans une entreprise nationalisée, qu'ils ont fait leurs premières armes, attachés à celle-ci, à son statut et ce qu'elle a pu apporter ou générer comme avancées sociales, au travers de luttes historiques en étant acteurs ou héritiers, servant d'exemple à des générations de militants, pour exiger les mêmes avancées. Je pense notamment aux congés payés, avec les 3ème et 4ème semaines, nous connaissons tous cette expression « quand Renault Billancourt tousse, la France s'enrhume ». Une même entreprise et une similitude de parcours militants.

Jean-Louis et Philippe sont issus de Renault Billancourt, Daniel, lui des succursales du réseau commercial. Nos trois camarades ont eu à cœur, durant ces années, de combattre sans relâche l'orientation de l'entreprise en revendiquant d'autres choix, quand l'objectif de répondre aux besoins des salariés mais aussi de la population, était sacrifié au profit d'une privatisation issue des choix des actionnaires.

Jean-Louis, Daniel et Philippe ont été successivement délégués syndicaux centraux de Renault. Là encore, la temporalité des successions s'est faite en fonction des prises de responsabilité de chacun à la Fédération. Daniel a donc succédé à Jean-Louis

comme DSC, quand celui-ci a pris des responsabilités à la Fédération et Philippe, a succédé à Daniel quand ce dernier a rejoint Montreuil. Un air de déjà vu, je crois.

Un air de déjà vu, je crois. De ces périodes Renault, on retiendra une grande bataille syndicale autour de projets industriels, à l'exemple de la NEUTRAL, petit véhicule que la CGT voulait populaire déjà et qui débouchera sur la production à Flins de la Twingo ; ou des luttes sur les salaires, les classifications, sans oublier la bataille contre l'ouverture du capital de l'entreprise pour finir par la privatisation de celle-ci.

Toutes ces luttes auront été marquées par les actions coup de poing qu'ils aimaient tant :

- » L'enchaînement des militants devant La Chase Manatthan Bank,
- » L'occupation de la Bourse de Paris,
- » l'opération sur les Champs Elysées avec des voitures neuves dérobées chez Renault,
- » l'arrêt du train transportant des pièces auto, à la gare de Bordeaux,
- » la manifestation rue de Bièvre sous les fenêtres de Mitterrand,

et j'en oublie sans doute.

Vous trois avez été acteurs de ces périodes, vainqueurs pour certaines, expériences douloureuses pour d'autres, notamment avec l'arrêt de la production à l'île Seguin et tout ce que cela représentait comme symbole.

Jean-Louis, Daniel et Philippe ont pu mettre ensuite au

profit de la Fédération, leur grande expérience militante acquise durant ces années. Comprenez bien qu'il serait pour moi réducteur d'attribuer à chacun une ou deux caractéristiques de la période où ils ont été en responsabilité, mais je vais tout de même essayer de vous donner un aperçu de ce qui a marqué leurs mandatures.

Jean-Louis FOURNIER

Jean-Louis le premier, dont on peut se demander s'il n'a pas ouvert la voie aux suivants. Jean Louis est né en 1948. Il rentre à l'école d'apprentissage de Renault où il obtiendra un CAP de chaudronnier et carrossier. Il adhère à la CGT en 1969 sur les traces de son père. Il est Secrétaire Général du syndicat de Renault Billancourt, puis DSC Renault.

Elu membre du Comité Exécutif Fédéral en avril 1983 lors du 31ème congrès fédéral à Amiens, responsable de la coordination Renault en 1986, il entre au Bureau Fédéral au 32ème congrès fédéral en octobre 1986 à Marseille. En mai 1990, au 33ème congrès à Nanterre, il intègre le Secrétariat Fédéral et succède à Jean DESMAISON en septembre 1991 au poste de Secrétaire Général après le décès prématuré de celui-ci.

Il sera ensuite reconduit dans cette responsabilité lors du 34ème congrès en novembre 1993 à Nanterre, puis en mars 1997 au 35ème congrès à Paris la Villette. Jean-Louis passera la main en novembre 1999 à Daniel SANCHEZ, un peu avant la tenue du 36ème congrès fédéral en avril 2000 à Poitiers.

Entre temps, après avoir

été élu à la CE confédérale, Jean-Louis intégrera le bureau confédéral au 45ème congrès, en 1995 à Montreuil, sous Louis VIANNET, et en plein mouvement social sur les retraites. Puis, il sera renouvelé au 46ème congrès en 1999 à Strasbourg où Louis VIANNET passera le relais à Bernard THIBAUT et ce jusqu'au 47ème congrès en mars 2003 à Montpellier. En 2002, Jean-Louis devient Président de l'ANCAV TT, outil de coordination des activités sociales et culturelles de la CGT et ce jusqu'en 2007, où Gilles PINATO lui succèdera (encore un Renault !).

Jean-Louis est arrivé à la Fédération à un moment où celle-ci était en délicatesse, engagée sur une mauvaise voie pour ne pas dire plus. Il aura fallu d'abord, avec le regretté Jean DESMAISON, la remettre sur les bons rails et s'attacher à recoller les morceaux. Une période où la Fédération perdait 30 000 syndiqués entre deux congrès et dont la crédibilité était entachée, puisqu'elle ne respectait pas les obligations qui étaient les siennes dans la mutualisation du complexe de la CGT, outil commun à l'ensemble de notre organisation.

Cela ne s'est pas fait sans mal ni grincement de dents ou engueulades. Les Renault avaient la réputation de vivre en autarcie, éloignés des instances de la Fédération et celle-ci le leur rendait bien. Il a donc fallu s'imposer et gagner la confiance pour mettre en œuvre un plan de redressement.

Jean-Louis a su fédérer autour

de lui une direction fédérale qui a permis d'épurer et solder notre dette auprès de la Confédération, de respecter les engagements pris et d'arrêter l'hémorragie de nos forces organisées. Sa mise en œuvre a permis à la Fédération de retrouver une autorité, de redonner confiance à toute une profession et regagner le respect et une écoute au sein de toute la CGT.

Ce redressement s'est fait dans un contexte où le pays était frappé par une forte désindustrialisation, supprimant des centaines de milliers d'emplois dans les principales branches industrielles qui composent notre Fédération, impactant de fait notre organisation et son nombre d'adhérents.

Jean-Louis a été l'artisan de cette remise sur les bons rails, il s'est attaché à tourner la Fédération vers ses syndicats et ses syndiqués en leur permettant une

réappropriation de leur outil. On a pu voir dans cette période un grand nombre de syndicats et de groupes réinvestir le champ fédéral, notamment au travers des différents collectifs : inter, auto, sidérurgie, ferroviaire et bien d'autres. Il serait trop long, je l'ai déjà dit, de retracer l'immense apport de notre camarade en responsabilité. Chacune de ses responsabilités aura constitué autant de défis, y compris celle de désacraliser le rôle de Secrétaire Général. Jean-Louis, c'est aussi des formules fortes, notamment celle de « passer du dire au faire », formule qui t'était chère, tant elle caractérisait ton besoin du travail concret et la mise en application des décisions collectives. Ou bien, celle que tu utilisais pour recadrer certains de tes interlocuteurs ou contradicteurs, je cite « *on n'écrit pas l'histoire avec une gomme* ».

De l'histoire, il en est aussi pleinement question, tant tu

as permis à des générations de militants de se réapproprier celle du mouvement syndical et du rôle qu'il a joué depuis sa création, lors de conquêtes sociales, mais aussi dans des périodes plus difficiles comme l'occupation nazie et la résistance. Sur les traces de Jean DESMAISON, Jean-Louis a permis à de nombreux militants de toucher du doigt celle-ci en proposant et impulsant l'organisation de rencontres et d'échanges notamment lors de Conseils Nationaux, comme aujourd'hui, mais aussi lors de CEF, ou de congrès.

C'est la rencontre avec de belles et grandes personnes, des monuments humains, je pense notamment à Cécile et Henri ROL-TANGUY, Roger LINET et ses compagnons, Roger LEROY dit PETIT Jean et Max NEVERS, Lucie et Raymond AUBRAC, Odette NILES, Aimé HALBEHER et bien d'autres... que de grands noms de notre histoire !

Ce sont aussi des commémorations et je pense notamment à l'hommage de la direction fédérale, avec des centaines de jeunes métallos aux combattants de la liberté, lors d'une visite du camp de concentration Natzweiler Strüthof, où Roger LINET nous accompagnait.

Il y aurait encore bien des choses à dire, comme l'attention que tu as apportée aux autres champs conventionnels couverts par la Fédération, je pense à l'activité des garages, du machinisme agricole, du froid ou bien la BJO. Et que dire pour finir, même si ce n'est pas une fin en soi, du souci permanent

que tu avais de t'occuper des jeunes et de propulser de nouveaux dirigeants dans le bien commun de notre organisation ?

Il y en a eu bien d'autres, de jeunes camarades de Renault mis à disposition du mouvement, pour la Fédération, mais aussi de l'interpro. Dans ta responsabilité de dirigeant, c'est donc en soi une vie de militant qui en aura marqué beaucoup d'autres.

Jean-Louis a fait valoir son droit à une retraite bien méritée qu'il coule paisiblement en Dordogne avec Gisèle son épouse.

Daniel SANCHEZ

Daniel est né en 1955. Son goût pour la mécanique et l'automobile l'amène tout naturellement à en faire sa profession. Avant d'être embauché chez Renault, il fait valoir dans plusieurs garages de différentes marques, aux côtés de son beau-frère, Gérard LATOUR, des exigences revendicatives. Embauchés tous les deux en 1977, à la succursale Renault Saint-Denis, sur le site de la Courneuve, il crée le syndicat CGT en décembre 1978. Excellent professionnel, pour ne pas dire hors pair, Daniel a été un des tous premiers techniciens d'atelier du réseau commercial, qui le prédestinait à un parcours professionnel lui permettant de monter rapidement les échelons.

C'est une toute autre évolution qu'il a eue, mais au travers du mouvement syndical. Délégué syndical central du réseau



commercial et DSC adjoint de Renault au tout début des années 80, il succèdera à Jean-Louis Fournier en 1990 comme DSC de Renault et en tant que responsable de la coordination du Groupe.

Il aura à cœur de s'opposer aux premières ventes de succursales, mais aussi à la fermeture de Renault Billancourt. Les grandes luttes de Renault, en 1991, notamment au Mans et à Cléon, marqueront son mandat, ainsi que la bataille pour la défense du statut ou contre l'accord Renault Volvo, qui aurait donné lieu à un mariage perdant – perdant. Mais ce sont aussi des luttes pour les libertés syndicales, comme avec les camarades de Renault Marseille, André DEMANDOLES et Jean-Pierre CANDIADINES retrouvant la sérénité, après douze ans de procédure sans que jamais Renault n'ait réussi à les mettre dehors.

Daniel est élu à la Commission Exécutive au 32ème congrès fédéral en 1986 à Marseille jusqu'au 38ème congrès en 2008 à Lyon. Elu au Bureau Fédéral au 35ème congrès en 1997 à la Villette, il est responsable de l'activité automobile. Il structure un collectif autour de différents constructeurs, sous-traitants et du réseau commercial, qui donne lieu à un premier annuaire des syndicats de la filière et aux premières Assises rassemblant plus de 600 militants à Créteil, point de départ de batailles et des initiatives revendicatives communes comme au Salon de l'Automobile, mais aussi de déploiements.

C'est dans un contexte de doutes, dans l'affirmation de notre identité CGT, que Daniel est élu Secrétaire Général de la Fédération en avril 2000 au 36ème congrès à Poitiers.

Un congrès pas facile, une Fédération convoitée, mais une feuille de route et une orientation permettant à Daniel de « tenir la maison » comme on dit. Privilégiant la rencontre des syndicats et des syndiqués en territoires lors d'un tour de France, afin de se projeter et de répondre aux difficultés rencontrées. Dans cette période, Daniel a su impulser la nécessité de réinvestir les champs de négociation conventionnelle à l'UIMM, mais aussi à l'entreprise.

Après un travail de terrain crédibilisant la mise en mouvement de nos forces organisées, la Fédération retrouve l'ambition portée d'un même statut pour l'ensemble des métallos et métallottes de ce pays. Une seule convention collective, uniformisée sur le mieux disant, enrichie de propositions sociales, partant des besoins et revendications, afin de rendre la branche attractive et attrayante pour des millions de jeunes et de salariés.

Bête de travail, toujours en recherche d'efficacité, d'initiatives qui permettent aux salariés d'exprimer leurs attentes et revendications, Daniel a marqué son passage par l'ambition sans limite, mais réaliste, qu'il souhaitait pour notre Fédération et plus largement la CGT.

Des 35h à une seule et même convention collective, ou bien une Fédération dont l'objectif était « en route vers les 100 000 syndiqués », Daniel et son équipe ont su redonner confiance pour la reconquête de garanties collectives, l'amélioration des conditions de vie et de travail et de l'emploi. On lui doit aussi le premier accord de coopération avec nos camarades de la CGTR automoto de l'île de la Réunion avec Jacques BUGHON.

Daniel a aussi été un grand pourvoyeur de jeunes militants à qui il a fait confiance, que ce soit dans le réseau Renault mais aussi dans la Fédération ou en territoires. En clair, Daniel c'est le travail du terroir au plus près des salariés et de nos syndiqués. D'une Fédération un tant soit peu fragilisée voire fracturée, il a su par la main tendue et la porte ouverte, redonner cohésion et confiance pour une Fédération renforcée.

Daniel intégrera le Bureau Confédéral en 2006 au 49ème congrès à Lille. Il se verra notamment confier les questions d'orga et de vie syndicale par Bernard THIBAUT, ainsi que l'animation, l'impulsion et le suivi des dernières élections prud'homales, où la CGT est sortie grande gagnante des urnes. De là à dire qu'il y a un lien de cause à effet, du fait que le gouvernement choisisse de ne plus permettre à des millions de salariés de pouvoir s'exprimer le même jour par ce type de structure, il n'y a qu'un pas.

Sa fin de mandat en tant que Secrétaire Général de la Fédération est marquée par une UIMM en difficulté et dont l'image et la crédibilité sont ternies par les affaires de caisses noires et de valises. Daniel passe la main au 38ème congrès fédéral en mars 2008 à Lyon à Philippe MARTINEZ. Aujourd'hui à la retraite, il continue de faire profiter de son expérience les jeunes militants en responsabilité dans la région Aquitaine où il s'est retiré. Nous avons même pu le voir encore à l'œuvre dernièrement au travers du collectif de préparation de l'initiative du Forum de l'Automobile dans le patio qui a connu un grand succès.

Philippe MARTINEZ

Philippe est né en 1961, un 1er avril. Fraichement diplômé, il est embauché en 1982 à Renault Billancourt dans l'île Seguin, où il travaillera jusqu'à sa fermeture en 1992. Philippe adhère à la CGT en 1984. Elu à plusieurs reprises, il devient le Secrétaire du syndicat ETDA, l'UFICT de l'époque. Il intégrera la direction fédérale au 33ème congrès en 1990 à Nanterre. C'est aux méthodes mécaniques qu'il exercera ses compétences, celles de planificateur. Il sera ensuite muté à Rueil puis à Guyancourt, où il a retrouvé son bureau dernièrement. Délégué syndical central de la coordination Renault, remplaçant Daniel qui a rejoint entre temps la Fédération, il intégrera dans un premier temps le Collectif Automobile, avant d'en devenir l'animateur.

Il travaillera ardemment à combattre la mise en

concurrence des salariés, en créant des sous collectifs : Diesel, Fonderies, Mécanique, Tôlerie et autres, et rapprochera les organisations syndicales CGT de différents groupes comme Renault et PSA, ou encore, Delphi et Bosch.

Durant cette période, il découvrira la CGT sous plusieurs facettes, avec ses forces et ses faiblesses, et se rendra à l'évidence, avec humilité, que tout n'était pas comme à Billancourt. Son mandat de DSC sera marqué entre autres par la lutte contre la fermeture de l'usine belge de Renault Vilvorde, avec une CGT Renault pionnière dans les convergences de luttes entre syndicats européens, et au premier rang pour la défense de l'emploi et des sites industriels. Cette lutte aura permis de clarifier les choses avec la fameuse phrase de Lionel Jospin, Premier Ministre de l'époque : « *L'Etat ne peut pas tout* ».

Il permettra aussi l'élaboration et l'application d'un accord sur la reconnaissance et la réparation de la discrimination syndicale chez Renault, après celle de PSA, permettant à un millier de militants d'en bénéficier et d'être indemnisés pour le préjudice subi.

Elu Secrétaire Général de la Fédération au 38ème congrès à Lyon en 2008, il sera confirmé à ce mandat au 39ème congrès à Reims en 2011, puis au 40ème au Mans en 2014.

Philippe mettra l'accent durant son mandat, sur la relation donneurs d'ordre/



sous-traitants, mais aussi sur la question du travail interfédéral entre fédérations, en territoires, ou en bassins d'emploi.

Il aura le souci de donner du corps et de la place à la jeunesse, mais aussi aux métalottes dans différentes responsabilités au sein de notre Fédération.

Casser les idées reçues et être décomplexé est son leitmotiv, débouchant sur une aide précieuse à nos syndicats sur la campagne du coût du capital, face à un patronat qui fait référence au coût du travail.

Philippe aura aussi à cœur de répondre aux modifications du salariat et du sens du travail. Infatigable comme ses deux prédécesseurs, il a le souci du concret. Sa culture Renault lui a inculqué que la fraternité doit nous permettre de nous dire les choses, même si cela ne nous fait pas toujours plaisir. Dans cet exercice là encore, au gré

des camarades côtoyés chez Renault, il a été à bonne école. Cela lui a assurément aussi permis de garder la tête froide et de supporter la pression au regard des responsabilités qu'il a été amené à assumer ensuite. En effet, Philippe quittera ses responsabilités de Secrétaire Général de la Fédération en février 2015 où il sera élu par le CCN Secrétaire Général de la CGT, succédant ainsi à Thierry LEPAON dans une période pour le moins compliquée.

Il aura eu le courage d'accepter « *dans ce merdier* », excusez-moi l'expression, en toute responsabilité, la proposition d'être le premier de la CGT pour sortir de la crise à laquelle notre organisation était confrontée et remettre rapidement celle-ci en ordre de bataille.

Rassemblés et unis au 51ème congrès confédéral en 2016 à Marseille, où il a été de nouveau élu cette fois-ci par les congressistes, Philippe

n'a eu de cesse de travailler à la défense des intérêts du monde du travail. Trois conflits majeurs ont marqué ces mandatures : loi travail, retraite à points, et retraites avec allongement de la durée de l'âge de départ et de cotisations, et une situation exceptionnelle avec une crise sanitaire sans précédent avec le COVID.

Philippe aura su, comme à la Fédération, donner du sens et de la confiance à notre organisation par son approche sur les grands dossiers de société, à l'image de l'environnement, mais aussi des violences sexistes ou bien encore le statut de salarié ubérisé face à une nouvelle forme de travail donnant lieu à plus de précarité.

Philippe s'est aussi attaché à rapprocher les lignes, comme on dit dans le sport, entre l'état major et ceux qui sont dans la tranchée. Infatigable dans les déplacements, il a comme à la Fédération, donné



une écoute privilégiée à nos syndicats, nos syndiqués et plus largement, aux salariés. Philippe a quitté ses responsabilités au 53ème congrès, en mars dernier, à Clermont Ferrand. Déchargé aujourd'hui de ses lourdes responsabilités à la tête de notre Confédération, il continue modestement, en tant que simple syndiqué comme il aime à le dire, de donner un coup de main dans son groupe. Philippe aura démontré à plusieurs reprises, l'exemplarité de la tâche d'un premier dirigeant. Il aura aussi démontré que le syndicalisme CGT n'est pas un métier, mais bien un acte militant, en réintégrant son entreprise à la fin de son mandat. La retraite n'est pas si loin pour toi, Philippe et tu auras tout le loisir de pouvoir enfin souffler.

Voilà mes camarades, c'est

une grande culture de lutte, mais surtout d'attachement à notre organisation au profit de toute la CGT que nous avons eu la chance d'honorer ce soir.

Ils sont tous les trois forts d'une expérience, à la hauteur des responsabilités qu'ils ont pu assumer et des dizaines de milliers de militants, de syndiqués et de salariés qu'ils ont pu croiser ou côtoyer. C'est la marque des grands dirigeants qu'il nous est permis de saluer fraternellement pour leur engagement et ce qu'ils ont pu apporter à notre Fédération.

C'est aussi l'histoire d'une grande amitié entre eux que l'on a pu aussi dévoiler ce soir. On a pu voir qu'un Renault pouvait en cacher un autre. Jean-Louis, Daniel, Philippe, merci encore pour votre disponibilité, merci au nom

de la direction fédérale d'avoir répondu à notre invitation. Par votre présence, nous perpétons ce que vous vous êtes aussi attachés à réaliser en votre temps, c'est-à-dire,

» transmettre aux nouvelles générations de militants un bout de notre histoire commune ainsi qu'un héritage dont nous sommes garants et qui peut parfois, par ces temps complexes et ombragés, servir de boussole et d'espoir.
» donner tout simplement l'envie de militer et de s'engager.

La CGT est belle de ses 128 ans d'histoire, elle est faite de ses milliers de militants et syndiqués anonymes ou non. A travers vous, ce sont aussi ces milliers de camarades en responsabilité ou non, que nous souhaitons saluer ce

soir.

J'ai bien conscience d'avoir été long, mais je pense en toute sincérité que nos trois camarades méritent bien ce moment.

Je leur laisse la parole s'ils souhaitent ajouter un mot.

Jean-Louis FOURNIER

Notre fédération a été créée en 1909 et il a fallu attendre 81 ans pour qu'un salarié de Renault y occupe les premières responsabilités. Occuper ces responsabilités fut une chance pour nous car cette fédération était à la dérive en 1990. On construisait à l'époque le « syndicalisme du réel » mais c'était pour masquer le fait de ne plus être une organisation de classe et de masse. Nous nous sommes donc attachés à lui redonner les valeurs qui étaient à la base de la création de la CGT. C'est moi qui ai par exemple créé le Conseil national pour élargir le Comité exécutif fédéral.

Quand j'ai pris sa responsabilité en 1990, la Fédération était criblée de dettes et nous perdions 30 000 adhérents entre deux congrès. Or quand j'ai passé la main à Daniel Sanchez, nous gagnions à nouveau des adhérents et en étions revenus à 70 000. Il n'y a donc pas de fatalité.

Il y a eu des congrès très difficiles mais personne n'a baissé les bras. Il faut relever le défi qu'a constitué le dernier congrès confédéral et donner à la CGT la place qu'elle doit avoir dans ce pays. Ce qui s'est passé ces derniers mois est très important et même si la situation

peut paraître confuse, les choses s'éclairciront. Nous avons connu par le passé des périodes très difficiles, avec la fermeture des usines sidérurgiques ou de Renault Billancourt, mais nous avons continué à mener le combat. Enfin, nous avons eu la chance d'avoir des copines pour nous supporter et de faire le boulot que nous leur demandions de faire, ce qui n'était pas toujours facile pour elles...

Daniel SANCHEZ

Merci pour ce bel hommage. Je me suis toujours considéré comme un militant et ai essayé d'assumer au mieux les responsabilités que la CGT m'a confiées. Mon père, qui était réfugié politique, m'a transmis son goût du combat et son refus de l'injustice. J'ai aussi eu la chance de militer avec des camarades extraordinaires à Billancourt, qui m'ont transmis leurs valeurs, leur savoir et leur culture de l'organisation, ce qui m'a aidé durant toute ma vie. Je suis fier de faire partie des militants de la métallurgie et de vous voir, vous qui avez pris le relais.

Pour moi, l'une des qualités que doit avoir un militant est de savoir se remettre en question quand le monde du travail recule. La CGT doit être utile aux travailleurs et à leurs revendications. Si nous n'avons plus la capacité à mobiliser, c'est que quelque chose ne passe pas chez nous. Au lieu de culpabiliser les salariés, il faut donc savoir se remettre en question et faire preuve d'audace.

Prenez soin de la Fédération car elle a été déterminante dans l'histoire de la CGT. Elle a produit des dirigeants

de grande valeur comme Ambroise Croizat ou Benoît Frachon. La dureté de l'affrontement dans nos entreprises nous a façonnés. Nous sommes porteurs d'un syndicalisme de classe et de masse ouvert sur la vie et ambitieux, et si nous voulons rassembler la CGT, il ne faudra pas éviter les questions de fond. Nous rassemblerons la CGT en poussant le débat, en ayant des arguments, en étant à l'écoute et en sachant intégrer les opinions de tout le monde, sans perdre le fil directeur de nos orientations mais en faisant en sorte que tout le monde trouve sa place car c'est ce qui fait notre force.

Philippe MARTINEZ

Je remercie la Fédération et ses militants pour cette journée. J'ai constaté tout au long de vos interventions que l'affrontement de classe est toujours présent et que tout ce que vous construisez

au quotidien paye. Les 35 000 adhésions enregistrées depuis le début de l'année sont le résultat de votre engagement quotidien et malgré les critiques, la CGT prend toute sa place dans la mobilisation actuelle.

Je dois beaucoup à mes deux prédécesseurs, que j'ai connus chez Renault. Ils m'ont appris une chose : il ne faut jamais perdre le contact avec les syndiqués et les salariés. Cela doit être notre priorité, quelles que soient nos responsabilités.

Concernant le dernier congrès confédéral, s'il a été difficile pour les délégués, il l'a aussi été pour son secrétaire général sortant. Depuis, je suis retourné dans mon entreprise et j'ai constaté que la CGT était reconnue. Quand je suis au volant, beaucoup de gens me klaxonnent pour dire merci à la CGT.

Je me joins aussi à ce que dit Jean-Louis sur le fait

qu'il valait mieux ne pas me croiser le lundi matin... mais l'exigence n'est pas de l'autoritarisme ; c'est aussi le symbole du travail réalisé ensemble, et j'ai eu moi aussi la chance de travailler avec des copines qui étaient d'abord des militantes. Je tiens donc à les remercier.

Pendant mes responsabilités, notamment au secrétariat général de la CGT, j'ai beaucoup travaillé sur la question de la place des femmes dans la CGT. S'il y a une chose dont je suis assez fier, c'est d'avoir mis en place au sein de la CGT une cellule de veille contre les violences sexuelles et d'avoir fait adopter des règles de vie commune, pour que les violences sexuelles et sexistes n'aient plus lieu d'être dans notre organisation.



NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.



Plus que jamais, nos équipes continuent de
**se mobiliser pour vous, afin de tisser un
lien toujours plus solide.**

aesio.fr



Santé • Prévoyance • Épargne • Retraite • Auto • Habitation

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité. Immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Crédit photo Alexis Raimbault. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-015

**AÉSIO
MUTUELLE**

DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX



Face aux enjeux environnementaux, le développement de l'industrie, une réponse nécessaire

Sandy POLETTO, DSC Arcelor Mittal

Les sites sidérurgiques d'ArcelorMittal de Fos-sur-Mer défrayent régulièrement la chronique. Deux reportages de France Télévision ont aussi dressé un constat accablant de notre industrie. Constatant que tout le monde veut une industrie mais le plus loin possible de chez soi, nous nous sommes demandés quelle était la position de la CGT sur les questions environnementales.

Nous avons donc créé un groupe de travail, rédigé un document pour une sidérurgie éco-responsable, sommes allés voir les élus des municipalités avoisinantes, avons organisé des réunions publiques et avons fait des propositions. Comme c'est nous qui assurons la production, nous savons en effet ce qu'il faudrait améliorer. Et quand nous avons commencé à nous emparer des questions environnementales, cela a surpris nos patrons. Notre usine fait encore parler

d'elle puisque l'Inspection du travail a ordonné un arrêt de l'aciérie pour un dépassement des seuils d'exposition des salariés aux produits toxiques mais à ce jour, elle n'est toujours pas arrêtée.

Sur la décarbonation, ArcelorMittal fait son « marché » dans les pays européens et cherche à gratter des subventions. En France par exemple, on parle de 1,4 milliard d'euros pour décarboner les sites de Dunkerque et de Fos-sur-Mer. Nos patrons ne sont pas devenus écologistes du jour au lendemain, mais parce que des quotas carbone payants leur ont été imposés. Dans le même temps, nous n'avons aucune réponse à la question de l'impact social de la décarbonation de la sidérurgie.

Gazi YILDIZ, DSC Ascométal

A Fos-sur-Mer, rien de concret n'est fait pour assurer la transition énergétique. Tout le monde dit qu'il faut une industrie verte et décarbonée, mais quand nos patrons auront touché

des subventions et fait un maximum de bénéfices, rien ne sera mis en place pour sauver les emplois. Au bout du compte, il y a des logiques capitalistes et l'humain passe toujours au second plan. On en revient toujours à cette politique qui ne pense qu'à toucher des subventions et à distribuer des dividendes.

Stéphane FLEGEAU, Laudren Electronique, LANESTER (56)

La relation entre donneurs d'ordres et sous-traitants est importante sur ces questions car les problématiques des gros sites sidérurgiques engagent aussi une multitude d'entreprises. Cela pose aussi la question de la formation professionnelle, sur laquelle nous devons être à l'offensive pour ne pas laisser les patrons la gérer comme ils le souhaitent.

Christophe JACQUEMAIN, Arcelor Mittal GANDRANGE (57)

La question environnementale est cruciale aujourd'hui et nous devons en faire une

priorité dans nos débats avec les salariés. De ce point de vue, l'organisation du Forum automobile a été très bien perçue dans notre entreprise, en particulier par les cadres. Il faut porter cette question et en faire un fil rouge dans nos bases.

Sur le projet d'aciérie électrique, rien ne se fera sans les salariés. Quand celle de Gandrange a fermé voilà dix ans, nous avons construit un projet d'aciérie électrique et rencontré les collectivités, une commission d'enquête parlementaire avait fait 26 propositions, dont une qui portait sur la construction d'une aciérie électrique en Lorraine, mais finalement, rien ne s'est fait. Si la question environnementale avait été plus prégnante voilà dix ans, ce projet n'aurait pas eu la même portée. Alors continuons à porter des projets, à réfléchir ensemble à la question environnementale et à discuter du quatre-pages sur la mobilité.

Olivier TEN, DSC Legrand, USTM (87)

Nous avons des élus dans les

conseils d'administration qui entendent la feuille de route RSE qui sera proposée pour les cinq prochaines années. Le groupe Legrand a par exemple annoncé qu'il allait devoir diviser par deux ses émissions de carbone d'ici 2030 et quand on voit l'état des sites français, nous craignons que la moitié d'entre eux ferment d'ici là. Cette feuille de RSE sert surtout à faire monter le cours de l'action Legrand et derrière, nous subissons. La RSE, ce sont des contraintes pour les salariés. Il faut donc que nous communiquions dans ce sens, ce qui suppose de commencer par prendre les informations dans les conseils d'administration.

Olivier RONDEAU, DSC Airbus

Je suis allé voilà quinze jours au salon du Bourget pour y rencontrer les grands donneurs d'ordres de l'industrie aéronautique. Sur tous les stands, la décarbonation était le message à faire passer. Dassault indiquait par exemple que ses avions volent déjà avec 25% de SAF, un carburant fabriqué à base d'huiles recyclées, ce qui est impossible puisque la



production de ce carburant ne répond qu'à 2% des besoins. Il s'agit donc d'un exemple typique de greenwashing. Pourquoi toute cette communication ? Les grands donneurs d'ordres ont conscience qu'il y a besoin d'aller vers une transformation du transport aérien mais ils veulent surtout capter des aides publiques en affichant leur volonté d'être vertueux. Ils ont besoin d'argent mais ne veulent pas mettre la main au porte-monnaie. Ils réclament donc de l'argent public qu'ils obtiennent sans contrepartie. L'état français subventionne aussi le Corac (Conseil pour la recherche aéronautique civile), qui est piloté par les grands groupes privés. De notre côté, nous essayons de montrer que c'est à l'état de contrôler la stratégie de décarbonation du transport aérien car il est le seul à pouvoir contrôler ce que font les grands donneurs d'ordres, les compagnies aériennes, les gestionnaires d'aéroports, etc. Entre Nantes et Saint-Nazaire se trouve la raffinerie de Donges. Voilà un an, j'ai regardé si elle serait capable de produire du SAF. Cela a été compliqué car je n'ai pas été aidé par la CGT de la Chimie, ce que je trouve dommage car traiter les problèmes environnementaux ensemble aurait du sens.

Aujourd'hui, on entend un discours tendant au bashing du transport aérien, qui est revenu à son niveau d'avant la Covid. Même si certains pensaient qu'il y aurait un « monde d'après », force est de constater que les gens ont envie de se déplacer et il faut

le prendre en compte. Il y a un vrai besoin et interdire aux gens de prendre l'avion n'est pas réaliste. Nous devons accompagner ce discours en disant que nous sommes responsables, que nous avons des propositions et que nous savons ce que l'on peut faire pour améliorer le transport aérien. Nous avons un rôle à jouer pour arriver à un transport aérien écoresponsable.

Mario MARTIN, Renault Sovab, BATILLY (54)

On désindustrialise la France pour réduire ses émissions. Mon usine a été construite en 1979. Nous avons eu des négociations récemment et la direction a refusé de prendre en compte les indicateurs sur les rejets de NOx et de CO2 et n'a considéré que la consommation énergétique. Notre usine est une vraie passoire thermique et notre direction ne fait rien. La seule solution qu'elle a trouvée pour réduire notre consommation d'énergie a été de couper la climatisation ou le chauffage alors que les températures sont extrêmes.

Grégory KHIATI, Renault Trucks BOURG EN BRESSE (01)

Je travaille chez Renault Trucks, qui est le principal donneur d'ordres de l'automobile en région Auvergne-Rhône-Alpes. Les syndicats des entreprises qui travaillent pour ces grands groupes rencontrent des difficultés, comme Dana Spicer qui fabrique des transmissions pour les camions, qui ne seront plus nécessaires sur les camions électriques, et le



simple fait d'avoir posé en CSE des questions sur l'avenir industriel du site de Villefranche-sur-Saône a valu à l'une de nos camarades une convocation à un entretien en vue d'une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Deuxième exemple : les réservoirs de camion en acier, qui étaient fabriqués près de Saint-Etienne ; du jour au lendemain, le groupe AB Volvo a décidé qu'ils seraient fabriqués en Allemagne.

A Bourg-en-Bresse, nous fabriquons des camions made in France mais de plus en plus de pièces sont fabriquées en Allemagne. Il faut donc faire attention aux camarades qui lancent des alertes sur l'emploi dans leur entreprise et renforcer la coopération entre syndicats européens des grands groupes donneurs d'ordres.

Aurélienne VILLENEUVE, Renault Trucks LYON (69)

Notre employeur ne veut pas nous communiquer le bilan carbone de nos sites et nous ne savons pas comment l'obtenir. J'ajoute que si nous demandons beaucoup à nos employeurs, nous devons nous aussi être exemplaires. Concernant les activités sociales et culturelles, il faut par exemple arrêter de

proposer des voyages à l'autre bout du monde. Nous devons changer les habitudes car nous n'avons plus le choix: il faut agir et rapidement alors n'hésitez pas à proposer d'autres activités sociales et culturelles aux salariés.

Arnaud RISTORI, Onera PALAISEAU (91)

Je voudrais parler des aides publiques destinées à financer la recherche et le développement et de leur pérennité. Aujourd'hui, les financements publics servent de plus en plus souvent à financer des développements en aval et la recherche est confiée au secteur privé. Si nous voulons avoir des organismes de recherche forts qui préparent vraiment l'avenir, il faut que nous ayons des relais politiques.

Laurent RICHARD, Nokia

Chez Nokia, nous avons le droit tous les ans à une cérémonie de greenwashing devant le comité de groupe mais dès que nous posons une question gênante, nous n'avons pas de réponse. Nos dirigeants ont par exemple décidé de produire en Pologne, pays qui dont l'énergie est très carbonée. Ils ne se préoccupent pas non plus du recyclage des cartes électroniques. Ils ont de belles intentions mais dans les faits, nous ne voyons rien venir. Nous allons nous pencher sur ces sujets pour mettre notre employeur face à ses responsabilités et montrer que les CGTistes ne sont pas que des brûleurs de palettes mais aussi des gens qui réfléchissent.

Jacques BAQUIER, retraité région Bourgogne Franche Comté

Quand on parle d'environnement, on parle beaucoup de la pollution liée à l'agriculture. Quand on parle de l'industrie, on parle de mondialisation, de compétitivité et de coût du travail. 50% des produits manufacturés consommés en France sont importés. Aucune télévision, aucun téléphone, aucun appareil électro-ménager n'est fabriqué en France. La réindustrialisation pourrait commencer par là. Quant aux voitures électriques, elles sont fabriquées en Chine ou en Inde. En fermant les fonderies françaises, on est en train de fermer des bases essentielles pour l'avenir de l'industrie française. On voit donc bien l'importance des stratégies à l'œuvre dans l'industrie automobile. Je ne parle même pas des délocalisations qui frappent la filière depuis 40 ans, sachant qu'on annonce la suppression de 57 000 emplois d'ici 2027.

Concernant la question de l'énergie, Vallourec a décidé de fermer tous ses sites en Europe, après avoir pourtant touché un milliard d'euros d'aides publiques, et de les délocaliser en Chine. Toutes ces entreprises sont délocalisées sans que le gouvernement intervienne. C'est une perte de souveraineté. Comment pouvons-nous agir ? La réponse, c'est de porter des projets industriels offensifs en faisant en sorte que l'industrie réponde aux besoins de la population. Il faut produire près de là où on consomme,

valoriser l'économie circulaire et les circuits courts. Je pense que nous sommes en capacité de faire gagner ces projets en entraînant les salariés et la population derrière nous.

Sylvain WERNER, Usocom HAGUENAU (67)

On prend souvent l'Allemagne en exemple mais ce n'est pas un modèle à suivre. L'Allemagne délocalise elle aussi dans d'autres pays. Chez Mercedes-Benz par exemple, tous les produits à base de plomb sont fabriqués en Inde par des enfants. Quant à la population allemande, elle paye énormément de taxes. Concernant la situation chez Usocom, nous sommes en train de travailler sur le développement de moteurs électriques. Notre directeur a essayé de faire des moteurs à induction pour recharger les véhicules proprement mais cela n'a rien donné.

On nous dit qu'il faut revoir notre mode de vie mais cela n'est pas évident. Il y a bien sûr des choses à revoir mais les employeurs et les gouvernements sont responsables de ce qui se passe. Jusqu'à présent, la production locale permettait de répondre aux besoins de chaque pays mais elle a été délocalisée et doit être réimportée en poids lourd ou en bateau, ce qui est aberrant. Il faut donc que nous discussions avec nos employeurs et le gouvernement. Il faut continuer à batailler, travailler tous ensemble et être force de proposition. Christine CIOL, Sidel OCTEVILLE SUR MER (76) Le Forum automobile était

une initiative très audacieuse et je l'ai énormément apprécié car la Fédération de la métallurgie parlait enfin d'environnement, en courant le risque de se remettre en cause.

Dans les entreprises, nous bataillons contre les patrons. Face au discours culpabilisateur qu'on entend partout, ce n'est pas un boulot facile et j'ai l'impression qu'on oublie l'inquiétude des salariés. Lors du forum, un camarade a dit que moteur thermique ou électrique, ce qu'il voulait, c'était donner à manger à ses enfants. C'est de cela qu'il faut parler dans les syndicats plutôt que rester dans la théorie. Il faut dégager des perspectives d'emploi pour calmer cette inquiétude. Voici quelques années la CGT avait travaillé sur le nouveau statut du travailleur salarié, un projet hyper ambitieux qui permettrait de sécuriser les salariés. Ne serait-ce pas le moment de le sortir des cartons et d'en parler dans les syndicats, en lien avec la formation professionnelle ? Et il ne faut pas perdre de vue que si l'on parle beaucoup de l'automobile et des transports, tout le monde sera concerné par la transition écologique dans la métallurgie.

Fabrice LALLEMENT, Soitec BERNIN (38)

La crise de la Covid-19 a permis de valider les analyses faites par la CGT depuis des années sur la fragilité de l'industrie électronique et les problématiques de souveraineté sur certains produits stratégiques, beaucoup de lignes de production ayant dû être



arrêtées dans l'automobile ou la sidérurgie.

La filière électronique est transverse et très large. Elle se décompose en trois parties: l'amont, qui travaille sur les matériaux permettant de fabriquer les puces ; l'aval, qui travaille sur l'assemblage et la sous-traitance ; la partie applicative, qui regroupe les télécoms et les logiciels. En matière de robotique, nous sommes très en retard par rapport à l'Allemagne ou au Japon. Nous ne sommes pas non plus préparés au développement de l'intelligence artificielle ni à ses conséquences sur le monde du travail et la société dans son ensemble. Malheureusement, la filière électronique n'a pas échappé à ce qu'ont connu les autres filières depuis les années 80: chute des investissements, fermeture de sites, délocalisations massives et découpage des grands groupes tels que Thomson. Avant cela, la France était à la pointe de l'innovation mais elle a beaucoup perdu.

Tous les téléviseurs et les téléphones portables sont a minima assemblés en Chine. Certains pays, Chine en tête, ont bien compris les enjeux de souveraineté et ont continué à investir car ils ont compris que cela alimentait l'ensemble de leurs filières industrielles. On a mis en place un système ultra-complexe mais aussi ultra-fragile. Ainsi, 90 % des puces de toute dernière génération sont aujourd'hui fabriquées à Taïwan et en cas de conflit majeur, il y aura des ruptures d'approvisionnement.

L'Europe a annoncé de gros investissements sur les semi-conducteurs (40 milliards d'euros sur les prochaines années). L'idée est de doubler d'ici 2030 la part des producteurs européens sur le marché des puces, qui va lui-même doubler, ce qui signifie qu'il va falloir multiplier la production actuelle par quatre, ce qui est énorme. A titre de comparaison, les États-Unis ont annoncé 500 milliards d'euros sur la même période et la Corée du Sud 230 milliards d'euros. Un sujet est

d'ailleurs très peu évoqué : depuis la Covid, tout le monde investit dans des capacités de production mais on se demande si nous ne sommes pas en train de constituer une bulle.

Autre problème : on parle de nœuds technologiques pour les nouvelles générations de puces et les derniers investissements réalisés ne concernent pas les besoins actuels. De plus, 50 % de ces investissements ne concerneront pas les composants mais la partie aval.

La filière électronique a un impact énorme sur l'environnement, tant par son activité de fabrication que par l'utilisation du numérique. Il faut donc là aussi interroger nos usages, qui connaissent une croissance exponentielle, ce qui a un impact sur nos émissions de gaz à effet de serre et notre consommation électrique. Ainsi, le numérique représente aujourd'hui 10 % de la consommation électrique mondiale et 4 % des émissions de gaz à effet de serre.

En Isère, nous avons été interpellés de manière très violente voilà quelques mois : des militants anti-nanotechnologies ont mis le feu à un pont et coupé l'alimentation en électricité de deux de nos sites, ce qui aurait pu y poser de graves problèmes de sécurité – et rien ne justifie que l'on mette les salariés en danger. Un nouveau collectif, baptisé « Stop Micro ! », s'est constitué récemment pour protester contre la consommation d'eau de nos deux sites, qui

est aussi importante que celle de la ville de Grenoble, ce qui pose question. J'ai donc porté l'idée que s'il faut investir dans les semi-conducteurs, il fallait, avant de décider d'une implantation dans un écosystème tel que celui de la vallée du Grésivaudan, réaliser suffisamment d'études d'impact et se poser des questions sur son impact environnemental.

En tant que syndicalistes, nous sommes des acteurs clés de la mutation écologique et sociale. En tant que travailleurs, nous sommes des experts de nos activités. Nous sommes aussi des lanceurs d'alerte. Nous avons également connaissance, via la Fédération et la Confédération, de toutes les filières. L'important est de rester à notre place, notamment sur la question des usages et des besoins des citoyens d'aujourd'hui et demain. Nous devons faciliter le débat, apporter notre expertise et être force de propositions. Ce n'est que dans ces conditions que nous pourrions pousser à des décisions politiques de rupture par rapport à notre modèle de développement et de consommation.

Thibaud DULOT, Saft France

Saft est une filiale à 100 % de Total Energies et le constat est alarmant. En 2035, la vente de véhicules thermiques sera interdite en Europe mais la fabrication des batteries électriques est un désastre écologique. Les employeurs de République démocratique du Congo, par exemple, font travailler des enfants dans des conditions insalubres. Nous avons un droit de regard sur

cela et nous ne pouvons pas laisser faire.

Patrice THEBAUD, DSC Airbus Les questions environnementales sont importantes, complexes et suscitent des inquiétudes chez les salariés. Je pense qu'il faut les regarder en face, apporter des réponses et, en tout cas, participer pleinement au débat. Je pense que l'aéronautique et le transport aérien ont un avenir ; la question est de savoir lequel. Pas celui proposé par les industriels et les compagnies aériennes, qui prévoient un doublement du trafic aérien en vingt-cinq ans. Il faut que nous portions là aussi un regard critique sur ces questions et les salariés attendent de nous que nous interpellions nos directions et proposons des choses.

Au moment de la crise de la Covid, le syndicat CGT d'Airbus Toulouse a lancé avec d'autres syndicats CGT de la filière aéronautique un collectif baptisé « *Pensons l'aéronautique pour demain* ». On pose souvent la question de l'avenir de l'aéronautique et du transport aérien. C'est une question large qui ne concerne pas uniquement l'industrie aéronautique. Nos dirigeants disent avoir des solutions pour décarboner l'aéronautique d'ici 2050 mais ils ne disent jamais ce que cela implique pour l'ensemble de la société, notamment sur les capacités de production électriques. Il est important de travailler avec d'autres fédérations qui pourront nous aider à nous emparer de ces questions et nous donner des outils pour interpellier nos

directions. Des salariés rejoignent notre syndicat pour porter ces questions d'environnement, en particulier des salariés du 3ème collège pris dans leurs contradictions. Nous avons décidé de lancer une commission Environnement pour que ce débat s'ouvre avec des militants de la CGT. Je suis aussi très content d'avoir entendu parler du nouveau statut du travailleur salarié car c'est un outil indispensable pour sortir de la peur. Nous devons travailler sur des revendications sociales qui permettent au débat d'avoir lieu.

Eric MOULIN, USTM (42) Loire

Ce matin, nous avons abordé des questions périphériques à l'entreprise, comme celles de l'empreinte carbone, de la consommation d'énergie ou de l'utilisation des matières premières. Toutes ces questions ont un impact énorme sur l'environnement mais il faut aussi relativiser : la France ne compte que 75 millions d'habitants et si des pays comme l'Inde ou la Chine ne font pas le même effort, l'effet sur le climat global sera nul.

Concernant l'exposition des salariés aux produits toxiques et aux poussières, moins on en utilise et moins les salariés y seront exposés. Mais ces produits et poussières sortent de l'entreprise et peuvent aussi polluer l'environnement immédiat. Nous avons donc un travail à faire sur la protection des salariés, qui doit être un axe prioritaire dans le verdissement de nos activités. Il faut appliquer

cette logique à tous les produits que nous utilisons dans nos entreprises : moins on en consomme et moins on y expose les salariés.

Ouria BELAZIZ, Coordinatrice groupe SEB

La CGT n'a pas attendu aujourd'hui pour poser la question de l'environnement. Il y a quelques années, on parlait de « *développement durable* ». Nous avons donc travaillé sur cette question, notamment pour la filière électro-ménager, au sein du collectif fédéral Industrie et



nous sommes aperçus qu'au-delà des produits utilisés, les transports liés à cette filière étaient aussi très polluants.

L'emploi a diminué de plus d'un tiers depuis une quinzaine d'années mais s'est fortement développé dans des pays à bas coût. Avec la Fédération, j'ai rencontré des syndicats brésiliens et pu voir comment travaillaient les entreprises du groupe Seb dans ce pays, ainsi qu'au Vietnam. Les relations avec les syndicats des autres pays dans lesquels sont implantés nos groupes sont donc importantes, même si elles peuvent aussi être

compliquées. Travailler en filière aiderait aussi tous nos camarades à se comprendre, à développer des arguments et à en débattre avec les salariés.

Ludovic BOUVIER, animateur régional Nord-Pas-de-Calais

Quoi qu'on fasse, capitalisme et environnement sont fondamentalement incompatibles. Il ne coûte rien de le rappeler. C'est aussi l'occasion de rappeler aux salariés que la CGT est porteuse d'un changement de société. Les entreprises touchent des milliards de subventions publiques et les gardent dans leur poche, sans aucun contrôle, d'où la revendication de la CGT d'en instaurer un.

Valdunes (260 salariés, 2 sites à Valenciennes et Leffrinckoucke) est le dernier fabricant français de roues et d'essieux pour matériel roulant ferroviaire. Cette entreprise a été reprise en 2014 par des investisseurs chinois – qui étaient surtout intéressés par la technologie à grande vitesse – et est aujourd'hui menacée de fermeture. Nous avons demandé plusieurs fois au ministère de l'économie de la nationaliser, au moins temporairement, pour s'assurer que les investissements nécessaires soient réalisés pour remettre son outil de travail à niveau et on nous a répondu que l'on fabriquait encore des roues et des essieux pour trains en Europe, qu'il n'était pas question de la nationaliser et qu'un repreneur allait lui être trouvé. On peut donc s'interroger sur la stratégie industrielle du

gouvernement.

Il va aussi falloir aborder la question de la casse qui ne va pas manquer de se produire dans l'automobile. Les fonderies ont déjà fermé les unes après les autres, tous les sites vont être électrifiés, on annonce la fin de la production des véhicules thermiques dans les usines d'assemblage et les patrons annoncent au moins 40% d'effectifs en moins sur chaque site. Je ne suis pas certain qu'un petit véhicule électrique permettrait d'inverser cette tendance et le tout électrique pourrait être remis en cause dans quelques années, sauf que nous n'aurons plus d'industrie pour produire des véhicules thermiques.

**Denis BRÉANT, Valéo,
animateur secteur
Automobile**

La Fédération a organisé le 25 mai dernier un forum sur l'avenir de l'Automobile. La situation de l'industrie

automobile étant plus que préoccupante, nous avons décidé d'élargir nos échanges et nos réflexions, d'où l'idée de proposer à des ONG d'y participer, voire de l'organiser collectivement. Réseau Action Climat et Greenpeace France, qui partagent le fait de travailler à opposer une politique industrielle qui favorise la transition écologique et améliore les conditions de travail tout en préservant l'emploi et l'environnement, ont donc accepté de contribuer à cet événement.

Convaincus que les stratégies industrielles patronales et gouvernementales basées sur une vision uniquement financière nous conduisent dans une impasse sociale et écologique, c'est en partant de cet état de fait que nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'une des solutions pour la filière automobile pourrait être un petit véhicule électrique accessible à tous et

produit en France.

Je précise – et cela a toute son importance – que la FTM, notamment lors de la première table ronde, par l'intermédiaire de Pierre Nicolas, ingénieur chez Renault et militant CGT, avait mis l'accent sur la nécessité de relancer la recherche sur les motorisations thermiques pour développer des moteurs performants pour les véhicules hybrides – quand je parle de « performance », je ne parle pas de leur puissance mais de leur performance environnementale. Cela a vraiment du sens, non seulement pour les ménages motorisés mais également pour les personnes fragiles. Certes, il est vrai que les organisations environnementales ne partagent pas ce point de vue sur le mix de motorisations. Pour autant, cela nous a permis d'en débattre dans le respect des uns et des autres. L'électrification portée par

les constructeurs et les gouvernements n'est pas écologique car elle repose sur une volonté de maximisation des marges à travers les voitures électriques, ce qui donne des véhicules peu accessibles en termes de prix pour beaucoup. Nous considérons pour notre part que la mobilité individuelle ne doit pas être accessible qu'aux ménages aisés. De plus, certains de ces véhicules sont puissants, donc avec de grosses batteries qui les rendent très lourds. Est-ce bien écolo un SUV qui, par choix, dépasse les deux tonnes ?

Autre exemple : la publicité que nous voyons quasi quotidiennement pour la Dacia Spring. Ce véhicule électrique le moins cher et qui respecte l'environnement est totalement produit en Chine, un des pays les plus carbonés, pour être vendu en France. Lors du dernier Salon de l'automobile, lorsqu'Emmanuel Macron a annoncé que l'aide à l'acquisition d'un véhicule électrique serait portée de 6 000 à 7 000 euros, Renault a annoncé une semaine plus tard une augmentation de mille euros de la Dacia Spring..

La filière automobile industrielle, mais aussi celle des services de l'auto, pourraient voir des milliers d'emplois disparaître avec l'électrification telle qu'elle nous est proposée. Au titre de l'électrification, les constructeurs français ont fait en sorte qu'une partie des productions soit délocalisée. Pourtant, que soit à la SAM, FDS ou aux



fonderies du Poitou, d'autres choix que la fermeture étaient possibles mais ni l'état ni les constructeurs n'ont réellement cherché à faire perdurer l'activité sur ces sites industriels.

Ce forum, et notamment l'intervention de plusieurs militants de la CGT et des ONG, ont permis de porter une réflexion sur les formes de mobilité en général. Par manque d'investissements dans le ferroviaire, la mobilité collective est bien loin de répondre aux besoins. Pour ces raisons, il ne faut pas enterrer l'usage de la voiture et, surtout, ne pas l'opposer à la mobilité collective mais plutôt réfléchir à leur complémentarité car on ne se déplace pas de la même façon que l'on soit en milieu très urbanisé ou dans la ruralité. Une politique industrielle qui permette à l'industrie de régler son empreinte écologique et de déployer des emplois, avec la sécurité de ces emplois, la dimension du temps de travail et des augmentations de salaires : voilà ce dont les salariés de la filière ont besoin. On doit combattre les politiques et le patronat qui ne traitent l'environnement que par la culpabilisation de l'individu, à qui on explique qu'il faut changer ses habitudes et sa façon de vivre, mais toujours avec la même logique capitaliste.

Il est vital pour nos emplois de se poser les bonnes questions. Quelle doit être la finalité d'une entreprise ou d'une voiture : faire de l'argent ou répondre aux besoins de la population ? Un plan nous paraît déterminant



pour traiter cette question mais aussi pour gagner en efficacité, que ce soit dans l'argumentation et la maîtrise de certains dossiers où nous devons travailler la relation CGT entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants. Attention : lorsqu'on parle des donneurs d'ordres dans l'automobile, on pense systématiquement aux constructeurs mais Valeo et Faurécia, par exemple, sont aussi des donneurs d'ordres. La situation de beaucoup de sites est critique. Il est donc vital de renforcer nos liens. Enfin, je pense que le forum, et notamment les débats qui y ont eu lieu, doivent nous permettre d'aller dans les syndicats, départements et régions, pour échanger sur les propositions CGT. Les camarades des Pays-de-la-Loire et de Normandie nous ont d'ailleurs déjà fait savoir qu'ils étaient intéressés pour lancer des débats dans leur

région.

Je finirai sur l'intervention du camarade qui a évoqué les 40 000 enfants travaillant en République du Congo pour y extraire 60% du cobalt vendu dans le monde.

La FTM est intervenue à plusieurs reprises auprès de l'UIMM en lui expliquant son incompréhension, sachant qu'il existe des chartes contre le travail des enfants, et l'UIMM n'est pas du tout à l'aise. Nous avons aussi publié des communiqués de presse, malheureusement pas suffisamment relayés. Nous ne croyons pas au tout électrique. Un petit véhicule électrique pourrait être une solution et la FTM est aujourd'hui le seul syndicat européen qui défend l'idée d'un mix de motorisations.

**Guillaume SMJETANSKI,
Thales AVS**

La question que nous évoquons là est politique. La

question environnementale pose en effet celle de la consommation d'acier du système économique actuel et des grands choix qui doivent être faits en matière d'outils, de chimie ou d'énergie notamment. Il a été fait état de confrontations entre fédérations lors du 53ème congrès et je pense que ce sujet peut nous ressouder. On ne peut en effet pas répondre à la question environnementale en ne tenant compte que de l'aspect électronique, de la chimie ou des outils. Traiter du sujet environnemental peut-être un moyen de nous fédérer en créant une filière de l'environnement. Dans ce cadre, je pose aussi la question des composants, de leur extraction à leur recyclage. Il faut la poser à nos dirigeants en montrant les problèmes environnementaux et sociétaux que pose cette filière.

Mickaël IMHOFF, DSC Stellantis

Depuis 2009, les effectifs du groupe Stellantis en France sont passés de 100 000 à 40 000, soit une baisse de 60%, et l'électrification va encore accélérer leur réduction et la fermeture d'usines. Pourtant, ce sont des dizaines de millions d'euros qui lui ont été versés sans aucune contrepartie. Depuis des années, le patronat utilise tous les leviers à sa disposition pour obtenir des gains : réduction des effectifs d'inspecteurs et médecins du travail, suppression des CHSCT, mise en place des CSE, attaques contre le Code du travail, inversion des normes, nouvelle convention collective nationale, réforme des retraites... Ils ne s'arrêtent pas et il va falloir que nous réagissions beaucoup plus fortement.



Michel DUCRET, Animateur régional Normandie

Le Forum automobile a été un moment important. Il faut maintenant regarder comment le décentraliser dans les territoires et nous sommes en train de réfléchir à l'organisation d'une journée d'étude sur cette question en Normandie.

A propos de la relation entre syndicats de donneurs d'ordres et de sous-traitants, la Fédération a envoyé par le biais du collectif Industrie, un questionnaire aux animations régionales pour avoir un état des lieux des entreprises concernées, afin que nous commencions à constituer un fichier. Force est de constater qu'il est compliqué de répondre sur ce sujet. La filière automobile va de la conception à la démolition des véhicules. En Normandie, les tauliers se réunissent tous les mois. De notre côté, nous avons encore des difficultés à communiquer entre nous et nous devons vraiment y travailler.

Autre enjeu : la question environnementale intéresse la jeunesse. Je pense donc que nous devons être plus incisifs sur les stratégies mises en œuvre par les directions des entreprises. Ainsi, la direction de Renault se vante que sur les quatorze modèles qu'elle propose, cinq sont fabriqués en France mais nous ne sommes pas capables de fabriquer tous leurs équipements internes en France. C'est de cela que nous devons parler car cela parlera à la jeunesse et à nos militants.

J'ajoute que s'il faut créer des liens entre syndicats de donneurs d'ordres et de sous-traitants, il faut aussi en créer entre syndicats de donneurs d'ordres. 80 % de la production d'Arcelor est destinée à l'automobile. Il faut donc accélérer le travail entre syndicats d'Arcelor et syndicats des équipementiers et des donneurs d'ordres.

Dernier point : la question du nucléaire, qui intéresse

aussi la jeunesse, et il va falloir impliquer les syndicats d'Orano dans ce sujet, sachant que le volume des déchets nucléaires risque de passer de 630 000 à un million de m3 d'ici 2030. Je pense donc que la Fédération doit regarder comment s'impliquer dans les stratégies mises en place.

Nicolas COHARD, USTM 38 (Isère)

Lors du dernier congrès de l'USTM 38, nous avons débattu des questions environnementales, en lien avec l'industrie. Nous avons fait intervenir des camarades de la CGT, en l'occurrence un économiste et un conseiller confédéral, ainsi qu'un géographe/urbaniste. A l'issue de ce congrès, nous avons décidé d'organiser une journée d'étude sur ce sujet en Isère. Les questions environnementales sont de plus en plus présentes dans la société, notamment dans la jeunesse, et suscitent des inquiétudes chez les salariés qui travaillent dans des activités qui risquent d'être transformées. Il est nécessaire d'impliquer les salariés dans la transformation de leur activité pour qu'aucun d'eux ne reste sur le carreau. Le capitalisme est incapable de répondre aux enjeux environnementaux puisqu'il est basé sur la recherche du plus grand profit en exploitant tout ce qui peut l'être. Notre rôle est donc d'impulser un débat de fond dans les entreprises de la métallurgie et de former idéologiquement nos camarades pour qu'ils puissent aller au contact des salariés. On ne peut pas poursuivre cette politique capitaliste et libérale et ces

questions doivent être pour nous un point d'appui pour souligner le clivage entre intérêt du capital et intérêt collectif.

Thierry BOUET, USTM (72)

J'ai participé au Forum de l'automobile, que j'ai trouvé très intéressant car les échanges avec des associations environnementales nous remettent en cause. Il est vrai que pendant de longues années, l'environnement n'a pas forcément été notre cheval de bataille.

Au-delà de l'automobile, il me semble qu'il faudra élargir le débat à la question plus générale de la mobilité dont nous aurons besoin demain. Une transformation est en cours dans les agglomérations : il y a de plus en plus de vélos, certains troquent leur voiture pour un vélo-cargo, etc., mais il y a aussi des personnes vivant hors agglomération et qui ont besoin de se déplacer. Nous avons donc aussi besoin de travailler sur le maillage territorial des transports collectifs. Il faut trouver des solutions et les porter. Nous avons vraiment besoin de cette transformation, qui passe aussi par la formation; sans cela, nous risquons en effet de la subir plutôt que d'agir.

Fanny TRUFFAUT, Naval Group CHERBOURG (50)

La formation professionnelle est un sujet primordial et je vous invite à participer au collectif fédéral Emploi/Formation professionnelle. On ne peut pas dissocier industrie et formation professionnelle car les évolutions technologiques vont avoir un impact sur nos



© DR

métiers. Il faut donc que nous nous emparions de la formation professionnelle car le patronat le fait mais ne le fait pas bien et essaye en permanence de mettre en place des CQPM pour former les salariés à sa convenance, ce que je trouve extrêmement dangereux.

Les 28 et 29 juin ont eu lieu les Assises interfédérales de la formation professionnelle. Nous avons passé deux jours à débattre du lien entre formation professionnelle et industrie.

Nadia SAHLI, ST Microelectronics CROLLES (38)

Les aides publiques destinées à limiter le réchauffement climatique représentent près de 200 milliards d'euros par an en France. ST Microelectronics reçoit par exemple 200 millions d'euros d'aides par an et en distribue autant à ses actionnaires. Autrement dit, cet argent va de la poche des contribuables à celle des actionnaires. Comment pourrions-nous être plus offensifs sur cette question, en la prenant sous l'angle de

l'environnement ? Nous avons le parc automobile le plus vieillissant d'Europe et cet argent doit être utilisé pour avoir des équipements moins polluants, avant de remettre en cause l'activité industrielle.

De la salle

On parle beaucoup des problèmes que risque de poser la transition énergétique et une question me tient particulièrement à cœur : la décarbonation pourra-t-elle vraiment être totale ? Il y a en effet de plus en plus de poids lourds sur les routes et le ferroutage ne suffira pas à les remplacer. Il faudrait donc y réfléchir avec la Confédération.

Laurent RICHARD, Nokia

Ce qui se passe chez Valdunes correspond exactement à ce qui se passe chez RFS, la dernière entreprise française qui fabriquait des antennes. Il va vraiment falloir que l'Etat arrête de donner des crédits d'impôt recherche aux entreprises...

Abdelaziz BOUABDELLAH, Alpaci, IMBSHEIM (67)

Le gouvernement a annoncé le démantèlement à partir de 2026 de la filière du chauffage au gaz, ce qui risque d'avoir des conséquences énormes, surtout si on la remplace par l'électrique. Nous allons tous être impactés par cette décision, d'autant que les consommateurs qui se chauffent au gaz se retrouvent souvent dans les milieux très populaires. Il y a donc besoin de mieux échanger avec les autres fédérations, en particulier la fédération des Mines et de l'Energie. Nous avons décidé d'un premier plan de travail en vue d'établir une position commune car ce sont plusieurs milliers de salariés qui risquent de se retrouver sur le carreau.

Gérard BRION, animateur de la région Pays-de-la-Loire

A Bruxelles, quelques personnes bien intentionnées nous disent ce que nous devons faire, en l'occurrence passer à l'électrique. Or si nous avons besoin de voitures électriques en ville, les choses sont complètement

différentes à la campagne. Le problème est qu'on ne nous laisse pas le choix. On veut nous faire acheter des voitures électriques mais tout le monde ne le pourra pas. Chez Tenneco, qui compte huit usines en France, ce sont 1 500 emplois qui risquent de disparaître d'ici 2035.

Jean-Pierre GUERIN, HME RAI (61)

En 2017, alors que notre fonderie était menacée de fermeture, nous nous étions demandés avec la Fédération, comment la sauver. Nous avons rencontré le ministre de l'économie de l'époque et lui avons parlé de recyclage plus que de fonderie car les fonderies recyclent aussi les métaux non-ferreux – et nous en avons besoin.

Iffet YAZICI, DSC Tockeim

La filière des stations-services affiche sa volonté d'agir pour la « *mobilité responsable* » et met en place des politiques RSE. Les entreprises publient également leur index d'égalité professionnelle, avec de très bons scores alors que je suis toujours payée 25% de moins que mes collègues masculins. Pour moi, tout cela n'est qu'une vitrine et je voudrais que la CGT s'empare de ces sujets, pas dans le cadre qui nous a été imposé par l'UE et le gouvernement ? mais en développant nos propres revendications.

Béatrice Galicier, Coordinatrice Framatome

Dès les années 90, nous avons été confrontés à des suppressions de postes suite au moratoire sur la construction de nouvelles centrales. A l'époque,



nous avons rencontré des chercheurs travaillant pour le GIEC qui nous avaient parlé du réchauffement climatique et nous avons interpellé les parlementaires et les pouvoirs publics sur cette question. Si on veut faire passer certaines activités à l'électrique, nous aurons un problème de délai pour mettre à disposition les moyens de production électrique nécessaires. On sait aussi que les résultats des pays européens qui n'ont pas fait le choix du nucléaire ne sont pas probants puisque leurs émissions de gaz à effet de serre n'ont pas diminué.

Il y a donc des problèmes de ce côté-là. Et si on veut fournir des équipements pour la production électrique d'origine nucléaire, il faut que nous ayons les moyens et les quarante années de moratoire nous ont conduits dans une situation très mauvaise, amplifiée par la gestion de notre entreprise, qui est identique à celle des autres.

Nous avons donc deux défis à relever : celui de la filière

et celui de nos productions, qui doivent être le plus décarbonées possible. Il va donc falloir que nous travaillions à la fois au niveau de la filière et des entreprises, d'où la nécessité d'un travail à la fois confédéral et fédéral.

Gilles CASIMIR, USTM 63 (Puy-de-Dôme)

Comme cela a été dit précédemment, nous sommes effectivement des lanceurs d'alerte. Lors du Forum de l'automobile, il a été annoncé qu'il y aurait plus de 50 000 suppressions d'emplois dans la filière automobile. Je pense donc qu'il faudrait lister tous les drames à venir et commencer à y travailler dans les territoires, en sollicitant l'administration, les collectivités locales, etc., et en se battant sans se contenter de participer à des réunions protocolaires. Concernant le projet Luxfer, il n'est pas mort et le projet de construction d'une usine neuve existe toujours. L'exemple d'ACC montre aussi que l'on peut arriver à gagner en bousculant les protocoles.

On nous annonce un avenir sombre avec la transition du thermique à l'électrique ; à nous donc de nous emparer du sujet.

Jean-Philippe JUIN, membre du collectif Automobile

Le forum était axé sur l'automobile parce qu'on ne pouvait pas parler de toutes les filières. Ce sont des sujets qu'il faudra aborder avec toutes les fédérations concernées pour avoir une vision globale de situation de la fabrication de véhicules et de ses orientations.

Ce forum n'était pas une fin en soi mais plutôt un point d'étape dans nos réflexions. Son objectif était d'afficher le point de vue de la CGT sur le secteur automobile en France. Face à la menace qui pèse sur 50 000 emplois d'ici à 2028, nous considérons qu'il faut fabriquer un petit véhicule électrique en France. Il faut aussi continuer à parler des véhicules thermiques car il n'y a aucune raison que ceux qui seront vendus en France dans les prochaines années soient fabriqués à l'étranger.

Il faut continuer à porter ces propositions et pour cela, il faut donner la parole aux salariés. Nous souhaitons donc exporter ce forum dans les territoires pour que tout le monde s'empare de ce sujet.

Un tract est en cours de rédaction et sera distribué la semaine prochaine pour faire un bilan du forum et approfondir ce qui s'y est dit, notamment sur le mix énergétique. Nous allons aussi continuer à travailler avec le RAC et Greenpeace et interpellier les groupes parlementaires pour que nos propositions soient connues de tous. Un quatre-pages sera également édité à la rentrée avec ces ONG. Nous sommes aussi allés devant l'usine Magna de Bordeaux, qui fabrique des boîtes de vitesse pour Ford et dont la fermeture est prévue d'ici à 2025, pour y porter l'idée que la Gazelle soit fabriquée sur ce site.

Stéphane FLEGEAU, Laudren Electronique, LANESTER (56)

Nos débats montrent bien que les enjeux environnementaux nous touchent tous, que l'on soit salarié d'une entreprise ou pas. En amenant ce débat devant le Conseil national, nous voulions aussi mettre en avant les travaux engagés dans les différentes filières et les collectifs qui ont amené des éléments aujourd'hui sont ouverts à tous les camarades qui souhaiteraient y participer.

Nous voulions surtout mettre en avant la question du lien entre syndicats de donneurs d'ordres et de sous-traitants et plusieurs interventions ont

montré les difficultés pour recenser nos implantations. C'est l'un des premiers travaux concrets à réaliser car si nous ne savons pas comment nous sommes organisés, il sera très compliqué d'aller au débat et, surtout, d'élaborer des projets avec les camarades concernés, car notre objectif premier est bien de changer les stratégies mortifères du patronat et du gouvernement en nous organisant avec les salariés. Et il existe différents niveaux d'intervention : d'abord dans les entreprises, où nous pouvons, grâce à notre présence dans les instances, travailler concrètement sur la question de l'impact environnemental de nos activités ; ensuite au niveau des filières, qui sont souvent transverses, comme l'a montré Fabrice Lallement pour la filière électronique. Plusieurs éléments sont revenus pendant nos débats, notamment le nouveau statut du travailleur salarié. C'est une question importante, liée à la formation professionnelle, et il s'agit maintenant de lui donner de la consistance.

Le contrôle des aides publiques est également revendiqué par la Fédération et toute la CGT. Il doit y avoir un contrôle sur ce que



les entreprises font de ces aides publiques, en lien avec l'emploi, les conditions de travail, les augmentations de salaire, les classifications, etc. Il faut continuer à porter cette revendication et, surtout, obtenir des résultats concrets. Il a été dit que les enjeux environnementaux trouvaient un fort écho parmi la jeunesse. Il faut donc montrer que la CGT est ouverte à la jeunesse en allant au débat avec elle et en lui montrant que des choses sont possibles par l'engagement et la mobilisation.

Par ailleurs, cela fait deux congrès que la Fédération s'est fixé pour orientation de travailler avec des associations et des personnes extérieures à la CGT. C'est ce qui nous a permis d'organiser le Forum de l'automobile. Le mouvement contre la réforme des retraites a aussi montré que si la CGT avait été seule, le rapport de forces n'aurait certainement pas été le même. Sur les questions industrielles et environnementales non plus, la CGT n'a pas la solution à elle seule. Nous avons donc besoin d'échanger et de débattre avec des associations, des chercheurs, etc., pour confronter nos idées et amener ensuite le débat sur la place publique.

On voit aussi de plus en plus d'entreprises dépendre de plusieurs champs fédéraux. Nous avons donc besoin de travailler sur les questions interfédérales, en lien avec la Confédération, et ce sera pour moi un aspect primordial que de continuer à travailler ensemble sur ces questions. Les exemples de Luxfer et

d'ACC montrent que si nous savons utiliser à bon escient notre structuration, nous aurons la capacité de faire bouger les choses. Mais pour cela, il faut que chacun – UD, UL, animations régionales, fédérations, confédération – intervienne à son niveau et mène un travail sur la durée. Nos débats d'aujourd'hui doivent faire écho dans d'autres fédérations pour impulser un nouvel élan et rappeler que ces questions ne peuvent pas être débattues sans les premiers intéressés, c'est-à-dire les travailleurs des branches d'activité concernées.

Conclusion

Frédéric SANCHEZ

On peut mesurer, à partir des interventions de nos camarades, ce que nous avons fait évoluer dans le syndicalisme international et européen avec les groupes d'Annecy et de Paris, qui sont devenus incontournables. Nous ferons un nouveau point d'étape lors du congrès d'IndustriAll Europe, qui se tiendra en mai à Athènes, et celui d'IndustriAll Global Union, qui se tiendra en Afrique du Sud.

Un travail a été engagé avec différentes organisations. Une feuille de route a été établie sur des sujets majeurs (conventions collectives, salaires, transparence dans les organisations...) et nous avons besoin maintenant d'élargir les groupes de Paris et d'Annecy à d'autres syndicats. Vous avez pu mesurer que des questions de conditions de travail, de répression syndicale se posaient partout dans le monde. Avec d'autres organisations syndicales, nous avons permis la création de ces deux outils formidables pour la construction des luttes.

Nous sommes dans une bonne dynamique. Il y aura d'autres débats comme celui-ci. Nous réfléchissons aussi à une initiative avant notre prochain congrès, peut-être dans un autre pays d'Europe. L'échange que nous avons eu aujourd'hui nous a en tout cas permis de passer de la théorie à la pratique et de nous donner des perspectives pour ce que nous avons besoin de construire pour le syndicalisme international, sachant nous sommes confrontés aux mêmes problématiques partout dans le monde et que notre seule visée est de transformer la société pour qu'elle réponde aux besoins de la population et pas à ceux de la finance.





La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**



La Macif,
c'est **vous.**

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERCANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Chômage, divorce, handicap, dépendance, maladie... Les sources de fragilité sont nombreuses.

Chez Malakoff Humanis, nous proposons un accompagnement social pour vous aider vous et vos salariés à faire face aux moments difficiles. Ils bénéficient des solutions concrètes pour :

- **améliorer le quotidien** d'un proche en situation de Handicap,
- rester aux côtés d'un enfant gravement malade ou aider un parent dépendant grâce à **un coup de pouce financier***,
- **bénéficier des conseils** de nos experts en accompagnement social.

* Nos aides sont attribuées sous conditions d'éligibilité et en complément des dispositifs publics.

Découvrez tout
l'accompagnement
dont vous bénéficiez
en scannant
ce QR code



 **malakoff
humanis**

SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE